

FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

ACTION SOCIALE

Prestations interministérielles

**Restauration, logement,
famille, vacances...**

ACTION SOCIALE



Fédération Syndicale Unitaire

GUIDE PRATIQUE - ÉDITION AVRIL 2026



Engagé·es au quotidien



Caroline Chevé
Secrétaire générale de la FSU

Face aux crises et aux politiques d'austérité qui impactent fortement la vie quotidienne des agent-es et de l'ensemble de la population, la FSU s'engage au quotidien pour augmenter les rémunérations des agent-es de la Fonction publique, titulaires et contractuel·les, pour lutter contre les inégalités sociales, pour défendre les droits et principes fondamentaux (santé, alimentation, logement).

L'action sociale accompagne la vie quotidienne des agent-es actif-ves ou retraité-es et participe à promouvoir leurs droits : alimentation et restauration de qualité, logement décent, enfance et vie familiale, vacances, loisirs, culture...

Pour la FSU, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, l'accompagnement du handicap et de la dépendance, ainsi que l'accès à la culture et aux vacances sont des objectifs prioritaires dans la définition des prestations. Par nos revendications, plusieurs prestations avaient progressé, mais de sévères coupes budgétaires ces deux dernières années ont réduit de manière inquiétante les actions.

Par ailleurs, le code général de la Fonction publique prévoit la définition et la mise en œuvre de l'action sociale par les personnels eux-mêmes. La FSU est particulièrement attachée à ce mode de gouvernance. Les agent-es doivent pouvoir facilement s'adresser à leurs représentant-es du personnel et à leur administration pour bénéficier des prestations et faire connaître leurs besoins.

À ce titre, la FSU se bat pour un budget de l'Action Sociale Interministérielle sanctuarisé et la dotation de crédits suffisants. Le budget de l'action sociale interministérielle ne doit pas être une variable d'ajustement. Il est indispensable d'obtenir les moyens humains nécessaires pour répondre aux demandes des agent-es, ainsi que pour les membres représentants des organisations syndicales, avec des vice-président-es nommé-es, dans les SRIAS sur tout le territoire.

Ce guide de la FSU sur les prestations interministérielles d'action sociale a pour objectif de permettre à chaque agent-e d'avoir une bonne connaissance des prestations offertes, de savoir à qui s'adresser pour les obtenir, de connaître l'utilisation des crédits alloués. Ce guide est également un outil pour, ensemble, réfléchir et proposer l'adaptation ou la création de prestations pour répondre à l'évolution des besoins des agent-es.

TABLE DES MATIÈRES PAR THÉMATIQUES

Principes généraux	Page 5
Dispositifs (restauration, logement, crèches, aides matérielles)	Page 6
Bénéficiaires de l'action sociale interministérielle – code MIN	Page 31
Bénéficiaires de l'action sociale interministérielle – annexe 1	Page 32
PIM Montants 2026 – Annexe 2	Page 36
Glossaire	Page 41
Sommaire général	Page 43

Enfance

Crèches (dispositifs)	Page 8
Prestation pour la garde des jeunes enfants (CESU 0/6 ans)	Page 13
Participation aux frais de séjours des enfants allant en centres de loisirs sans hébergement (PIM)	Page 21
Participation aux frais de séjour des enfants allant en centres de vacances avec hébergement (PIM)	Page 22
Participation aux frais de séjour des enfants allant en séjours linguistiques (PIM)	Page 23
Participation aux frais de séjour des enfants allant en séjour mis en œuvre dans le cadre du système éducatif (PIM)	Page 24
Participation aux frais de séjour dans les centres familiaux de vacances agréés et gîtes de France pour les enfants qui accompagnent leurs parents (PIM)	Page 25
Prestation séjours d'enfants : taux applicables aux agents des SGCD (annexe)	Page 37
Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leur enfant (PIM)	Page 26
Actions des SRIAS	Pages 5 et 40

Entrée dans le métier

Simulateur pour les prestations interministérielles	Page 5
Chercher son logement	Page 16
Logement : conseils de l'ADIL annexe 5	Page 39
Aides à l'installation des personnels (AIP)	Page 17
Chèques-Vacances (ANCV)	Page 9
Restauration du personnel (PIM)	Page 30

Des situations de handicap

Allocation aux parents d'enfants handicapés ou infirmes âgés de moins de 20 ans (PIM)	Page 27
Participation aux frais de séjour en centres de vacances spécialisés pour handicapés (PIM)	Page 28
Allocation spéciale pour enfants atteints d'une maladie chronique ou d'une infirmité et poursuivant des études ou un apprentissage au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans (PIM)	Page 29

TABLE DES MATIÈRES PAR THÉMATIQUES (suite)

Logement

Logement (dispositifs)	Page 7
Logement temporaire (dispositifs)	Page 7
Chercher son logement	Page 16
Aides à l'installation des personnels (AIP)	Page 17
Aide au maintien à domicile des fonctionnaires retraités de l'État (AMD)	Page 19
Garantie des risques locatifs, dispositif VISALE annexe 4	Page 38
Conseils de l'ADIL annexe 5	Page 39

Restauration

Restauration (dispositifs)	Page 6
Restauration du personnel (PIM)	Page 30

Situations difficiles

Aides matérielles, secours (dispositifs crèches)	Page 8
Aides matérielles, secours et prêts	Page 8
Aide au maintien à domicile des fonctionnaires retraités de l'État (AMD)	Page 19
Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leur enfant	Page 26

Vacances, loisirs

Chèques-Vacances (ANCV)	Page 9
Seniors en vacances	Page 10
ANCV – Dispositif « départ 18: 25 ans »	Page 10
Actions des SRIAS et contacts FSU en région	Pages 5 et 40
Participation aux frais de séjour des enfants allant en centres de loisirs sans hébergement (PIM)	Page 21
Participation aux frais de séjour des enfants allant en centres de vacances avec hébergement (PIM)	Page 22
Participation aux frais de séjour des enfants allant en séjours linguistiques (PIM)	Page 23
Participation aux frais de séjour des enfants allant en séjours mis en œuvre dans le cadre du système éducatif (PIM)	Page 24
Participation aux frais de séjour dans les centres familiaux de vacances agréés et gîtes de France pour les enfants qui accompagnent leurs parents (PIM)	Page 25
Prestation séjours d'enfants : taux applicables aux agents des SGCD (annexe)	Page 37

PRINCIPES GÉNÉRAUX

RÉFÉRENCE Code général de la *Fonction publique*, Article L731-1, 2, 3. (précédemment : art 9 loi n° 83-634 du 13/07/83, loi « Le Pors »). Décret interministériel n° 2006-21 du 6 janvier 2006.

L'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agent-es de la Fonction publique d'État et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles. Les agent-es du public participent à la définition et à la gestion de l'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs dont ils bénéficient ou qu'ils organisent.

Les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, dont les agent-es du public profitent sont distinctes de la rémunération et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir. Ainsi, en cas de temps partiel, les prestations sont accordées sans réduction de leur montant. Sous réserve des dispositions propres à chaque prestation, le bénéfice de l'action sociale implique une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Cette participation tient compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale.

L'action sociale est facultative, dans la limite des crédits prévus à cet effet. Le paiement des prestations ne peut donner lieu à rappel. L'action sociale est distincte des prestations sociales obligatoires (RSA, handicap, allocations familiales...) qui doivent être servies en priorité. L'action sociale est destinée à aider les agent-es pour faire face à des situations difficiles.

Des prestations ministérielles sont aussi mises en place par chaque administration, dans le cadre de leur politique d'action sociale. Elles ne sont pas communes à l'ensemble des personnels de l'État. Chaque service d'action sociale ministériel a la responsabilité de communiquer à l'ensemble des agent-es les informations sur les prestations ministérielles et interministérielles.

Les différentes situations professionnelles permettant d'être bénéficiaire sont décrites dans l'annexe 1 (p.32 pp. 31-35).

Afin de pallier le déficit de communication dont souffre l'action sociale interministérielle, la DGAFP a mis en ligne un simulateur. Il suffit de compléter son profil (situation personnelle, revenus, enfants) et le simulateur indique les prestations dont chacun-e peut bénéficier. L'agent-e est alors redirigé-e pour plus d'informations vers chaque site délivrant la prestation, et peut déposer une demande.

Le lien vers le simulateur :

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/etre-agent-public/mes-prestations-daction-sociale> .

SRIAS

Dans les régions, les SRIAS (Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale) mettent en place des actions offertes à tous-tes les agent-es de l'État exerçant en région ainsi qu'aux pensionnés-es. Elles sont complémentaires des prestations ministérielles et non substitutives. Informations disponibles sur les sites internet des SRIAS :

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/etre-agent-public/mon-quotidien-au-travail/laction-sociale-interministerielle/logement/les-solutions-de-logement-temporaire-ou-durgence/les-dispositifs-de-logement-temporaire/les-sections-regionales> voir annexe 6 (p. 40).

Groupe Fédéral Action Sociale de la FSU

CONTACT



action-sociale@fsu.fr



F.S.U.

DISPOSITIFS INTERMINISTÉRIELS



Restauration

La loi prévoit de garantir et d'améliorer les conditions de vie des agent-es notamment par la prise en charge des questions de restauration collective.

Les restaurants administratifs et inter-administratifs

Parmi les différents modes de restauration proposés par l'État employeur, la restauration administrative et inter-administrative est privilégiée car, d'une part, elle doit permettre l'accès au plus grand nombre d'agent-es à des repas équilibrés, accessibles à proximité et à un tarif avantageux et, d'autre part, elle constitue un véritable vecteur de convivialité et de cohésion. Elle participe également de l'exemplarité de l'État au regard du développement durable avec la mise en application de la loi Egalim (introduction d'un % de produits bio et locaux, circuits courts) dans les RIA. Un restaurant inter-administratif (RIA) est un site équipé (ensemble de locaux, d'équipements de cuisine et d'installations techniques) en vue de servir des repas aux agent-es des services relevant des administrations d'au moins deux ministères ou d'un ministère et d'une administration d'un autre versant de la fonction publique. Le RIA est géré par une association regroupant les administrations et les usager-es. Les administrations concernées participent aux frais de fonctionnement du RIA et les travaux d'investissements peuvent être financés sur les crédits de l'action sociale interministérielle dans certaines conditions.

La subvention interministérielle de participation au prix des repas (PIM Repas)

Par ailleurs, l'administration participe directement au prix des repas servis à certain-es agent-es dans les res-

taurants administratifs et inter-administratifs sous forme d'une subvention dite « Prestation repas ».

Cette subvention n'est jamais remise directement à l'agent-e mais versée à l'organisme gestionnaire, l'agent-e bénéficiant d'une réduction sur le prix du repas consommé.

La subvention versée à l'organisme gestionnaire est calculée en fonction du nombre de repas servis aux agent-es dont l'indice brut de traitement est au plus égal à 638 (qui correspond à l'indice majoré 539 figurant sur la fiche de paye) depuis le 4 janvier 2024 (voir page 30).

Autres formes d'aide à la restauration

Lorsqu'il n'existe pas de restaurant de l'administration à proximité d'un centre administratif, des conventions peuvent être signées avec les gestionnaires de restaurants du secteur privé et notamment de restaurants d'entreprise de manière à permettre l'accès de ces restaurants aux agent-es de l'État.

Les restaurants scolaires peuvent être conventionnés avec le rectorat pour permettre aux personnels de bénéficier de la PIM repas.

Retraités

Les agent-es retraité-es des administrations de l'État et leurs conjoint-es (y compris veufs et veuves non remarié-es), peuvent accéder aux restaurants des administrations, **sans bénéficier de réduction** sur le prix des repas, en respectant les règles d'admission du restaurant (horaires, fréquence hebdomadaire, inscription, tarifs, etc.). (Circulaire FP/4 n° 2110 du 10 juillet 2006.)

Les agent-es retraité-es peuvent participer au conseil d'administration des associations de gestion des RIA. (Circulaire RIA du 21 décembre 2015.)

LA POSITION DE LA FSU

La PIM restauration doit être accessible à davantage d'agent-es en augmentant notablement l'indice plafond. La hausse obtenue en 2024 (INM 539) doit permettre d'accroître le nombre de bénéficiaires, en développant de manière significative le conventionnement des restaurants.

Le montant de la PIM restauration (1,47 € applicable depuis le 4 janvier 2024) reste inchangé selon le Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité n° 2025/6 du 31 mars 2025. Non seulement ce montant était déjà faible pour 2024, mais en restant inchangé en 2026, il n'est pas du tout corrélé à l'inflation.

Le budget consacré aux RIA aurait dû être conforté pour entretenir et rénover le parc existant d'une part et pour créer de nouveaux RIA d'autre part (environ 90 RIA existants ou en création). Le programme en cours de rénovation des cités administratives doit être l'occasion pour l'État employeur de respecter son obligation.

Les associations de gestion devraient être mieux soutenues et accompagnées notamment en accordant à leurs président-es et trésorièr-es les facilités de service qui correspondent aux engagements demandés.

Suite à la crise COVID, les difficultés financières se sont inévitablement accentuées. Les administrations doivent abonder leur participation au fonctionnement des restaurants afin d'en assurer la pérennité.

Enfin, concernant l'harmonisation tarifaire menée actuellement sur l'ensemble des ministères, la FSU demande que l'égalité de traitement entre les agent-es soit appliquée.



F.S.U.

DISPOSITIFS INTERMINISTÉRIELS



Logement

Les fonctionnaires et agent-es de l'État peuvent prétendre à l'attribution de logements sociaux locatifs :

- **Réservation réglementaire** : afin de loger les fonctionnaires et agent-es de l'État, le préfet du département peut réserver jusqu'à 5 % des logements dont la construction ou la réhabilitation a été subventionnée par l'État. (Articles L.441-1, L.441-1-1, L.441-5 du code de la construction et de l'habitation.)
- **Réservation conventionnelle** : des logements sociaux locatifs sont réservés sur des crédits sociaux ministériels ou interministériels. (Article R.314-4 du code de la construction et de l'habitation.)
- **Hors réservation** : tout comme chaque citoyen, les fonctionnaires peuvent déposer une demande de logement social auprès des bailleurs qui étudieront leur éligibilité. Ils peuvent également consulter des sites gratuits du type « se loger... » reprenant les offres de nombreuses agences immobilières avec photos, localisation, loyer, etc.
- Un portail dédié au logement des agent-es de la Fonction publique a été mis en ligne en décembre 2024. Il s'agit d'une première version, uniquement informative, qui rassemble en un même endroit les informations utiles.
Lien <https://www.logement.fonction-publique.gouv.fr/>.

D'une manière générale, chaque fonctionnaire peut commencer par adresser une demande de logement à son ministère qui doit la prendre en compte et aider à trouver une réponse.

Modalités d'attribution des logements sociaux et intermédiaires

Les dossiers sont examinés selon différents critères réglementaires, en particulier le revenu, la composition de la famille pour la taille du logement, le montant du loyer. Les attributions de logement sont faites par le bailleur

qui doit suivre la liste de classement établie par le préfet ou par le service social dans le cadre de la réservation conventionnelle. Les candidat-es doivent présenter leur demande auprès du service social de leur administration.

Les montants des loyers des logements réservés aux agent-es de l'État sont ceux fixés par la réglementation relative aux bailleurs sociaux. S'y ajoutent, le cas échéant, les surloyers prévus dans le cadre de la réglementation lorsque les ressources de ces agents viennent à dépasser les plafonds admis. En règle générale, le loyer ne doit pas dépasser 30 % des revenus du ménage.

Tous les logements interministériels disponibles à Paris ou en banlieue font l'objet d'une annonce sur la Bourse au logement des agents de l'État (BALAE).

Lien Balae : <https://www.balae.logement.gouv.fr/login>

En lien avec les investissements immobiliers de l'Établissement de retraite additionnelle de la Fonction publique (ERAFF), des propositions de logements intermédiaires sont accessibles aux fonctionnaires. Chaque logement mis en location dans ce cadre est réservé durant le premier mois aux fonctionnaires :

<https://www.cdc-habitat.fr/fonctionpublique>.

Logement temporaire

Des logements temporaires peuvent être proposés aux agent-es de l'État. Ils s'adressent :

- aux agent-es nouvellement affectés-es (mobilité, première affectation...) ;
- aux agent-es en situation d'urgence sociale (violences conjugales, difficultés financières, difficultés rencontrées dans l'exercice des fonctions...).

Les dispositifs mis en place varient en fonction des régions. L'aide peut être octroyée par la mise à disposition d'hébergements temporaires (accès à des foyers, résidences...). Voir les informations sur les sites internet des SRIAS.

S'adresser au service d'action sociale de son ministère ou à la préfecture de département.

LA POSITION DE LA FSU

Les besoins en matière de logement sont criants... la FSU veut penser que la plate-forme commune aux trois versants de la Fonction publique créée fin 2024 est un bon outil pour informer les agent-es sur leurs droits et aides disponibles. De plus la FSU attend une extension avec des offres de services pour accompagner les agent-es dans leurs recherches de logement. Enfin l'accessibilité au parc « 5 % fonctionnaires » et sa « reconquête », sont pour nous des priorités, ainsi que la question du logement temporaire. La FSU souhaite que les dispositifs interministériels qui concernent le logement soient appliqués à tous y compris dans les DROM où les éléments naturels comme les intempéries, ouragan... fragilisent l'habitat local.





DISPOSITIFS INTERMINISTÉRIELS

Crèches

Comme d'autres employeurs, l'État signe avec des exploitants de crèches – publiques, privées ou associatives – des conventions par lesquelles il s'engage à verser une rémunération annuelle aux crèches en échange de l'accueil d'enfants d'agent-es de l'État. Suite à la signature de l'accord égalité professionnelle femmes-hommes en 2018, prévoyant la création de 1 000 berceaux sur trois ans, ce sont 5 060 berceaux qui sont disponibles pour les agent-es. Par ailleurs, la passation des nouveaux marchés régionaux sur l'ensemble de la France vise à réduire les coûts moyens des réservations de berceaux.

Abandon du nouveau dispositif national...

Finalement le dispositif national pour les demandes de place en crèche a été définitivement abandonné en février 2025.

Chaque région passe un marché public qui retient à partir de critères certaines crèches avec lesquelles elle va travailler pendant 4 ans.

Chaque région dispose donc de sa propre procédure (souvent démarches simplifiées). Notons que certaines régions passent par un prestataire pour gérer les places en crèche. En CIAS, un groupe de travail s'est mis en place pour réactualiser le guide 2025 « Petite enfance ».

LA POSITION DE LA FSU

La réservation de places en crèches est une mesure, renforcée depuis 2008, qui permet aux agent-es de bénéficier prioritairement d'une place à proximité de leur résidence ou de leur lieu de travail.

Afin de compenser l'inégalité entre les territoires, il est nécessaire de poursuivre l'implantation de berceaux au-delà des nouvelles dotations annoncées.

L'externalisation de la gestion des places en crèche souhaitée et soutenue par la DGAFP représente un coût exorbitant qui impactera le budget de l'action sociale interministérielle.

Pour permettre la gestion en interne des dossiers, la FSU demande la création d'emplois complémentaires au sein des PFRH dans les préfectures.

Aides matérielles, secours et prêts

Dans chaque ministère existe une commission d'action sociale pour apporter un soutien financier sous forme d'aides matérielles non remboursables ou de prêt à taux 0 % (sans intérêt).

Ces aides s'adressent aux personnels rencontrant des **difficultés financières passagères et exceptionnelles** à caractère social. Les candidat-es doivent présenter leur demande auprès de l'assistante sociale des personnels de leur administration. Après cet entretien préalable, la commission d'action sociale émet un avis sur l'attribution d'une aide matérielle et /ou d'un prêt, dans la limite des crédits disponibles.

LA POSITION DE LA FSU

L'examen des situations présentées en commission des secours et prêts montre les grandes difficultés que peuvent rencontrer les collègues dans leur vie personnelle comme professionnelle. L'amélioration des conditions de travail et de solidarité sociale constituent le socle de nos revendications. Le budget consacré aux aides matérielles doit permettre de répondre aux besoins des agent-es, en particulier les plus fragiles (contractuel-les, précaires).





LES CHÈQUES-VACANCES

RÉFÉRENCE Circulaire du 18 juillet 2025 relative aux chèques-vacances au bénéfice des agent-es de l'État

■ NOR : APFF2520443C (Date de mise en application : 22/07/2025)

■ <https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45615>

ATTENTION. Depuis le 1^{er} octobre 2023, décision confortée par la circulaire citée au-dessus, seul-es les agent-es actif-ves ont droit aux chèques-vacances. Tous les contrats ouverts avant cette date continueront à produire leurs effets, y compris pour les retraité-es mais il n'est plus possible d'en créer de nouveaux.

Le Chèque-Vacances est une prestation d'aide aux loisirs et aux vacances qui permet de financer le départ en vacances et un large éventail d'activités culturelles et de loisirs. Cette prestation est basée sur une épargne de l'agent-e de 4 à 12 mois, minimum mensuel de 30 €, abondée d'une participation de l'État pouvant représenter 10 à 30 % du montant épargné (35 % pour les moins de 30 ans). Le Chèque-Vacances est disponible sous forme papier ou dématérialisée.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- Les agent-es publics civils de l'État et les militaires en activité.
- Les ouvrier-es d'État retraité-es.
- Les AESH et les assistant-es d'éducation recruté-es en application de l'article L 916-1 du code de l'éducation.
- Les veuves ou veufs non remariés des bénéficiaires mentionnés ci-dessus, titulaires d'une pension de réversion.
- Les agent-es contractuel-les des établissements publics adhérent à l'action sociale interministérielle

À QUELLES CONDITIONS ?

- Un seul dossier par année civile.
- Respecter un taux d'épargne compris entre 2 % et 20 % du SMIC mensuel (cf. barèmes d'épargne mensuelle page suivante).
- La période d'épargne doit être comprise entre 4 et 12 mois.
- Le taux de la bonification est modulé en fonction du revenu fiscal de référence (RFR) $n-2$ et du nombre de parts fiscales du foyer en année n . En fonction du taux de bonification correspondant le demandeur choisit le niveau de son épargne mensuelle (voir tableau p. 10).
- Les agent-es en situation de handicap en activité bénéficient d'une majoration de 30 % de la bonification accordée et versée par l'État.
- Les agent-es de moins de 30 ans disposant d'un RFR éligible aux chèques-vacances (quelle que soit la

tranche) bénéficient d'une bonification de 35 % (RFR inférieur à 28 047 € pour une part).

- Le Chèque-Vacances (papier ou dématérialisé) est valable deux ans en plus de l'année de l'émission. Il est échangeable en fin de validité.
- Le RFR des agent-es ultra-marins bénéficie d'un abattement de 20 %

MONTANT DE LA PRESTATION

La valeur des chèques-vacances est calculée en fonction de l'épargne que vous aurez constituée et du taux de bonification (30 %, 25 %, 20 %, 15 % et 10 %).

Les agent-es de moins de 30 ans bénéficient d'une bonification de 35 %

OÙ S'ADRESSER ?

- Pour connaître vos droits d'éligibilité au Chèque-Vacances, une simulation est possible sur le site : <https://www.fonctionpublique-chequesvacances.fr/agents/Simulateur.aspx>
- Vous pouvez écrire à Chèques-Vacances Demande, TSA 49101, 76934 Rouen Cedex 9.
- Le dossier peut être directement constitué en ligne ou téléchargé sur le site : <https://www.fonctionpublique-chequesvacances.fr/agents/PageInfoDemandesNonConnecte.aspx>

LA POSITION DE LA FSU

Après une augmentation des barèmes en avril 2021, nous déplorons l'absence de réévaluation à ce jour... La FSU continue de demander une revalorisation pérenne qui se traduirait par une augmentation des barèmes afin d'augmenter le nombre de bénéficiaires.

La FSU exige le maintien du monopole de l'ANCV dans la distribution du Chèque-Vacances. En effet, l'agence ne fait pas de profit, et investit les bénéfices dans l'action sociale pour le départ en vacances des plus fragiles. La FSU demande qu'une communication systématique soit adressée aux agent-es.

Depuis la parution de la nouvelle circulaire du 18 juillet 2025, les retraité-es sont définitivement exclu-es du dispositif Chèque-Vacances. La FSU sollicite fermement leur retour dans ce dispositif.



F.S.U.



LE CHÈQUE-VACANCES CONNECT

Pour convenir à tous·tes, les agent·es du public peuvent choisir le format Chèque-Vacances qui leur convient :

- le papier avec un chéquier (possibilité de coupures 10 €, 20 €, 25 € et 50 €) ;
- le Chèque-Vacances Connect via une application de paiement (à partir de 20 €, au centime près, en face-à-face et à distance).

Le Chèque-Vacances Connect est un Chèque-Vacances sans contact.

Il s'utilise :

- en face-à-face dans des commerces (équipés ou non d'une caisse) ;
- sur une borne automatique ;
- sur internet ;
- par correspondance.

Il permet un paiement sans contact au centime près, dès 20 € d'achat. Utilisable partout, tout le temps, il offre une gestion facile de son compte personnel.

Un nouveau guide permet de savoir où utiliser les Chèques-Vacances.

Doté d'un moteur de recherche, ce guide offre un choix important de partenaires professionnels du tourisme et

des loisirs. Une recherche par géolocalisation est également possible.

Le Chèque-Vacances permet de financer des loisirs et des vacances, de l'hébergement, des transports, des restaurants, des sites culturels et naturels, des activités sportives...

Connectez-vous sur
<https://leguide.ancv.com>

Les Chèques-Vacances sont valables deux ans en plus de leur année d'émission.

Ils restent échangeables dans les trois mois suivant leur date de péremption.

Il y a un espace dédié pour les échanges.

DISPOSITIF « SENIORS EN VACANCES »

Principe : L'ANCV sélectionne des prestataires, qui proposent des séjours « tout compris » dans le cadre du dispositif « Seniors en Vacances ». Les séjours proposés incluent l'hébergement en pension complète, des activités quotidiennes, des animations en soirée, des excursions...

Tarifs : Le tarif est particulièrement avantageux (transport non compris). Si le bénéficiaire est non imposable, l'ANCV finance jusqu'à 40 % du prix du séjour. Plus d'infos : <http://www.ancv.com/seniors-en-vacances>

DISPOSITIF « DÉPART 18 : 25 »

Pour les jeunes ayant des difficultés financières, l'ANCV a conçu le dispositif « Départ 18 : 25 » qui leur permet d'accéder à des séjours de vacances à tarifs abordables en France et en Europe. Les jeunes les plus en difficulté et/ou répondant à des statuts particuliers (contrat d'apprentissage, boursier, etc.) bénéficient d'un soutien financier de l'ANCV pouvant aller jusqu'à 75% en fonction du RFR (inférieur à 17 280 €/an).

Plus d'infos : <https://depart1825.com>





LES CHÈQUES-VACANCES

Taux de bonification

Nouveau barème applicable à partir du 1^{er} avril 2021 avec augmentation de 5 % des RfR

TAUX DE BONIFICATION	35 % agents de moins de 30 ans	30 %	25 %		20 %		15 %		10 %	
Montant du revenu fiscal de référence (en euros) en fonction du nombre de parts du foyer fiscal	jusqu'à	jusqu'à	de	à	de	à	de	à	de	à
1	28 047	10 285	10 286	17 240	17 241	20 865	20 866	26 058	26 059	28 047
1,25	31 380	11 653	11 654	19 604	19 605	23 852	23 853	29 018	29 019	31 380
1,5	34 714	13 020	13 021	21 968	21 969	26 839	26 840	31 977	31 978	34 714
1,75	38 049	14 388	14 389	24 333	24 334	29 826	29 827	34 937	34 938	38 049
2	41 383	15 756	15 757	26 696	26 697	32 814	32 815	37 897	37 898	41 383
2,25	44 716	17 124	17 125	29 061	29 062	35 801	35 802	40 856	40 857	44 716
2,5	48 050	18 493	18 494	31 425	31 426	38 788	38 789	43 815	43 816	48 050
2,75	51 384	19 861	19 862	33 789	33 790	41 775	41 776	46 775	46 776	51 384
3	54 718	21 229	21 230	36 154	36 155	44 764	44 765	49 734	49 735	54 718
3,25	58 051	22 597	22 598	38 518	38 519	47 751	47 752	52 694	52 695	58 051
3,5	61 386	23 965	23 966	40 883	40 884	50 738	50 739	55 654	55 655	61 386
3,75	64 720	25 333	25 334	43 246	43 247	53 725	53 726	58 613	58 614	64 720
4	68 054	26 702	26 703	45 611	45 612	56 713	56 714	61 573	61 574	68 054
4,25	71 387	28 070	28 071	47 976	47 977	59 700	59 701	64 533	64 534	71 387
4,5	74 721	29 438	29 439	50 339	50 340	62 687	62 688	67 492	67 493	74 721
4,75	78 055	30 806	30 807	52 704	52 705	65 674	65 675	70 452	70 453	78 055
5	81 390	32 174	32 175	55 068	55 069	68 662	68 663	73 412	73 413	81 390
5,25	84 723	33 542	33 543	57 432	57 433	71 649	71 650	76 371	76 372	84 723
5,5	88 057	34 910	34 911	59 796	59 797	74 637	74 638	79 331	79 332	88 057
5,75	91 391	36 279	36 280	62 161	62 162	77 624	77 625	82 291	82 292	91 391
6	94 725	37 647	37 648	64 526	64 527	80 612	80 613	85 250	85 251	94 725
6,25	98 058	39 015	39 016	66 889	66 890	83 599	83 600	88 209	88 210	98 058
6,5	101 392	40 382	40 383	69 254	69 255	86 586	86 587	91 168	91 169	101 392
6,75	104 727	41 750	41 751	71 618	71 619	89 573	89 574	94 128	94 129	104 727
7	108 061	43 118	43 119	73 982	73 983	92 561	92 562	97 088	97 089	108 061
7,25	111 395	44 486	44 487	76 347	76 348	95 548	95 549	100 047	100 048	111 395
7,5	114 728	45 855	45 856	78 711	78 712	98 535	98 536	103 007	103 008	114 728
7,75	118 062	47 223	47 224	81 075	81 076	101 522	101 523	105 967	105 968	118 062
8	121 396	48 591	48 592	83 439	83 440	104 511	104 512	108 926	108 927	121 396
8,25	124 730	49 959	49 960	85 804	85 805	107 498	107 499	111 886	111 887	124 730
par 0,25 part supplémentaire	3 334	1 368	1 369	2 365	2 366	2 987	2 988	2 960	2 961	3 334





LES CHÈQUES-VACANCES

Barème d'épargne mensuelle (en euros)

Nouveau barème applicable à partir du 1^{er} avril 2021 avec augmentation de 5 % des RFR

Tranches de bonification	1 ^{re} tranche de bonification (35 % agents de moins de 30 ans)		2 ^e tranche de bonification (30 %)		3 ^e tranche de bonification (25 %)		4 ^e tranche de bonification (20 %)		5 ^e tranche de bonification (15 %)		6 ^e tranche de bonification (10 %)		
	Valeur faciale des chèques-vacances délivrés par l'État	Participation mensuelle de l'agent	Participation de l'État (35 %)	Participation mensuelle de l'agent	Participation de l'État (30 %)	Participation mensuelle de l'agent	Participation de l'État (25 %)	Participation mensuelle de l'agent	Participation de l'État (20 %)	Participation mensuelle de l'agent	Participation de l'État (15 %)	Participation mensuelle de l'agent	Participation de l'État (10 %)
40	29,6	10,4	30,8	9,2	32	8	33,3	6,7	34,7	5,3	36,3	3,7	
50	37,0	13,0	38,5	11,5	40	10	41,6	8,4	43,4	6,6	45,4	4,6	
60	44,4	15,6	46,2	13,8	48	12	50,0	10,0	52,1	7,9	54,5	5,5	
70	51,9	18,1	53,8	16,2	56	14	58,3	11,7	60,8	9,2	63,6	6,4	
80	59,3	20,7	61,5	18,5	64	16	66,6	13,4	69,5	10,5	72,7	7,3	
90	66,7	23,3	69,2	20,8	72	18	75,0	15,0	78,2	11,8	81,8	8,2	
100	74,1	25,9	76,9	23,1	80	20	83,3	16,7	86,9	13,1	90,9	9,1	
110	81,5	28,5	84,6	25,4	88	22	91,6	18,4	95,6	14,4	100,0	10,0	
120	88,9	31,1	92,3	27,7	96	24	100,0	20,0	104,3	15,7	109,0	11,0	
130	96,3	33,7	100,0	30,0	104	26	108,3	21,7	113,0	17,0	118,1	11,9	
140	103,7	36,3	107,7	32,3	112	28	116,6	23,4	121,7	18,3	127,2	12,8	
150	111,1	38,9	115,4	34,6	120	30	125,0	25,0	130,4	19,6	136,3	13,7	
160	118,5	41,5	123,1	36,9	128	32	133,3	26,7	139,1	20,9	145,4	14,6	
170	125,9	44,1	130,8	39,2	136	34	141,6	28,4	147,8	22,2	154,5	15,5	
180	133,3	46,7	138,5	41,5	144	36	150,0	30,0	156,5	23,5	163,6	16,4	
190	140,7	49,3	146,2	43,8	152	38	158,3	31,7	165,2	24,8	172,7	17,3	
200	148,1	51,9	153,8	46,2	160	40	166,6	33,4	173,9	26,1	181,8	18,2	
210	155,6	54,4	161,5	48,5	168	42	175,0	35,0	182,6	27,4	190,9	19,1	
220	163,0	57,0	169,2	50,8	176	44	183,3	36,7	191,3	28,7	200,0	20,0	
230	170,4	59,6	176,9	53,1	184	46	191,6	38,4	200,0	30,0	209,0	21,0	
240	177,8	62,2	184,6	55,4	192	48	200,0	40,0	208,6	31,4	218,1	21,9	
250	185,2	64,8	192,3	57,7	200	50	208,3	41,7	217,3	32,7	227,2	22,8	
260	192,6	67,4	200,0	60,0	208	52	216,6	43,4	226,0	34,0	236,3	23,7	
270	200,0	70,0	207,7	62,3	216	54	225,0	45,0	234,7	35,3	245,4	24,6	
280	207,4	72,6	215,4	64,6	224	56	233,3	46,7	243,4	36,6	254,5	25,5	
290	214,8	75,2	223,1	66,9	232	58	241,6	48,4	252,2	37,8	263,6	26,4	
300	222,2	77,8	230,8	69,2	240	60	250,0	50,0	260,9	39,1			
310	229,6	80,4	238,5	71,5	248	62	258,3	51,7					
320	237,0	83,0	246,2	73,8	256	64	266,6	53,4					
330	244,4	85,6	253,8	76,2	264	66							
340	251,9	88,1	261,5	78,5	272	68							
350	259,3	90,7	269,2	80,8									



N.B. : le montant de l'épargne mensuelle doit être compris entre 2 % et 20 % du SMIC mensuel en vigueur.



Les agent-es en situation de handicap en activité bénéficient d'une majoration de 30 % de la bonification accordée et versée par l'État.

CESU GARDE D'ENFANTS 0/6 ANS

Chèque Emploi Service Universel (CESU) garde d'enfant

RÉFÉRENCE Circulaire du 2 juillet 2020 relative à la prestation d'action sociale interministérielle « CESU – garde d'enfant 0/6 ans ». NOR : CPAF2006949C. À la date de la parution de notre guide, la circulaire concernant le CESU n'a pas été modifiée.

Pour favoriser le maintien de l'activité professionnelle des parents, l'État a mis en place le Chèque Emploi Service Universel garde d'enfant. Délivré sous forme de titre spécial de paiement préfinancé par l'État, le CESU permet de rémunérer les salarié-es ou organismes auxquels vous faites appel pour la garde de votre enfant de moins de 6 ans. *Attention : avec la parution de la Loi de Finance Initiale 2026, l'État envisage de supprimer cette troisième tranche.*

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

Cette prestation s'adresse aux agent-es de l'État ayant recours à un moyen de garde onéreux pour leur enfant de moins de 6 ans. Les agent-es concerné-es doivent être

affecté-es et/ou résider en France métropolitaine ou les départements d'Outre-Mer. Le droit n'est pas ouvert aux agent-es retraité-es de l'État.

À QUELLES CONDITIONS ?

Le CESU permet de rémunérer les salarié-es ou les organismes auxquels vous faites appel pour la garde de votre enfant :

- **Structure de garde d'enfants hors du domicile** (pour les enfants non scolarisés : crèche, micro-crèche, halte-garderie ou jardin d'enfants, pour les enfants scolarisés : garderie périscolaire).
- **Salarié-e en emploi direct** (assistant-e maternel-le, garde à domicile, garde occasionnelle).
- **Entreprise ou association** (micro-crèches, prestataires de services).

Le CESU garde d'enfant existe sous deux formes :

- **Les tickets CESU papier** : d'une valeur de 5, 10, 15 ou 50 €, réunis en carnets. Ils sont nominatifs.
- **Les tickets CESU Online** : vos tickets CESU sous format dématérialisé sont directement versés sur votre espace bénéficiaire. Vous réglez en ligne votre intervenant-e.

Le titre a une durée de validité annuelle, rappelée au dos. Il peut être utilisé jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit le sixième anniversaire de l'enfant au titre duquel l'aide est versée.

MONTANT DE LA PRESTATION

Le montant de l'aide est en fonction du revenu fiscal de référence de l'année $n-2$ pour toute demande effectuée en année n (inscrit sur votre avis d'imposition $n-1$), et du nombre de parts du (des) foyer(s) fiscal(aux) des personnes ayant la charge de l'enfant.

- **Pour les familles vivant en couple**, l'aide est soumise à un plafond de ressources et son montant en année pleine est de 200 €, 400 € ou 700 €.

- **Pour les familles monoparentales**, l'aide est soumise à un plafond de ressources et son montant en année pleine est de 480 € ou 840 €.

Si vous dépassez les plafonds, vous bénéficiez d'une aide de 265 € sans conditions de ressources.

- **Pour les agent-es ultramarins**, le RFR à retenir est le RFR de l'avis d'imposition, auquel on applique un abattement de 20 %.

Un simulateur en ligne permet de calculer le montant de vos droits.

<https://www.cesu-fonctionpublique.fr/simulateur>

CESU GARDE D'ENFANTS 0/6 ANS

Chèque Emploi Service Universel (CESU) garde d'enfant (suite)

■ Familles vivant maritalement (mariage, pacte civil de solidarité) ou en concubinage

PARTS FISCALES	REVENU FISCAL DE RÉFÉRENCE				
	JUSQU'À	DE	À	DE	À
1,25	28 350 €	28 351 €	37 799 €	37 800 €	46 098 €
1,5	28 900 €	28 901 €	38 349 €	38 350 €	46 648 €
1,75	29 450 €	29 451 €	38 899 €	38 900 €	47 198 €
2	30 001 €	30 002 €	39 449 €	39 450 €	47 748 €
2,25	30 550 €	30 551 €	39 999 €	40 000 €	48 298 €
2,5	31 100 €	31 101 €	40 549 €	40 550 €	48 848 €
2,75	31 650 €	31 651 €	41 099 €	41 100 €	49 398 €
3	32 200 €	32 201 €	41 648 €	41 649 €	49 948 €
3,25	32 750 €	32 751 €	42 199 €	42 200 €	50 498 €
3,5	33 300 €	33 301 €	42 749 €	42 750 €	51 048 €
3,75	33 850 €	33 851 €	43 299 €	43 300 €	51 598 €
4	34 400 €	34 401 €	43 848 €	43 849 €	52 148 €
par 0,25 part supp.	550 €	550 €	550 €	550 €	550 €
Montant annuel de l'aide	700 €	400 €		200 €	

■ Familles monoparentales (parents isolés)

PARTS FISCALES	REVENU FISCAL DE RÉFÉRENCE			
	JUSQU'À	DE	À	À PARTIR DE
1,25	28 350 €	28 351 €	37 799 €	37 800 €
1,5	28 900 €	28 901 €	38 349 €	38 350 €
1,75	29 450 €	29 451 €	38 899 €	38 900 €
2	30 001 €	30 002 €	39 449 €	39 450 €
2,25	30 550 €	30 551 €	39 999 €	40 000 €
2,5	31 100 €	31 101 €	40 549 €	40 550 €
2,75	31 650 €	31 651 €	41 099 €	41 100 €
3	32 200 €	32 201 €	41 648 €	41 649 €
3,25	32 750 €	32 751 €	42 199 €	42 200 €
3,5	33 300 €	33 301 €	42 749 €	42 750 €
3,75	33 850 €	33 851 €	43 299 €	43 300 €
4	34 400 €	34 401 €	43 848 €	43 849 €
par 0,25 part supplémentaire	550 €	550 €	550 €	550 €
Montant annuel de l'aide	840 €	480 €		265 €

CESU GARDE ENFANTS 0/6 ANS

Chèque Emploi Service Universel (CESU) garde d'enfant (suite)

COMMENT FAIRE VOTRE DEMANDE

Le formulaire de la demande :

- La version 100 % en ligne permet de remplir le formulaire directement sur le site www.cesu-fonctionpublique.fr, de signer la demande et de l'envoyer accompagnée des pièces justificatives en format électronique. **Attention** : ce mode de paiement sur internet n'est possible que pour les personnes dont vous êtes l'employeur direct (assistant-e maternel-le).
- La version papier permet de télécharger le formulaire sur le site ou disponible auprès de votre service ministériel d'action sociale.

Dans tous les cas, joindre les justificatifs obligatoires :

- Copie du livret de famille.

- Copie de l'avis d'imposition $n-1$ sur le revenu $n-2$ pour chaque conjoint.
- Copie de la dernière fiche de paie (moins de 3 mois) avec le code MIN lisible, ou le cachet de l'établissement le cas échéant.
- Par mesure de simplification, l'attestation de garde à titre onéreux est remplacée par une déclaration sur l'honneur faite par les bénéficiaires en cochant une case lors du dépôt de la demande.

Selon votre situation familiale, il faudra rajouter à votre dossier des pièces complémentaires (en cas de congés maternité, de séparation ou de garde alternée, de demande de partage de l'aide, de décès du conjoint-e agent-e de l'État...).

VERSEMENT

Vous recevrez un courriel ou un courrier confirmant la réception de votre dossier, puis un autre indiquant vos identifiants personnels pour consulter en ligne l'état d'avancement de votre dossier.

Dans un délai maximum de deux mois après acceptation de votre dossier, vous recevrez le montant de votre aide Ticket CESU garde d'enfant :

- soit par la poste, à votre domicile si vous avez choisi le CESU papier.
- soit directement crédité sur votre espace bénéficiaire Ticket CESU si vous avez choisi le CESU dématérialisé.

Une aide unique par an, versée intégralement en une fois.

OÙ S'ADRESSER ?

- Sur le site : www.cesu-fonctionpublique.fr

- Adresse d'envoi des dossiers papier :

Ticket CESU – garde d'enfant 0-6 ans
TSA 60023
93736 BOBIGNY CEDEX 9

- Assistance téléphonique :

01 74 31 91 06 (du lundi au vendredi de 9 h à 20 h)

- Autre site utile :

<https://www.fonction-publique.gouv.fr>

LA POSITION DE LA FSU

Depuis des années, la FSU demande le déplafonnement de la troisième tranche du barème, pour augmenter le nombre de bénéficiaires et permettre à chaque famille de bénéficier du CESU garde d'enfant. Elle demande également une augmentation générale des montants de la prestation, y compris dans les DROM (coût vie chère).

La FSU en demande l'élargissement à la tranche 6-12 ans. Enfin la FSU s'oppose à une possible suppression de la troisième tranche du CESU.



CHERCHER SON LOGEMENT

PORTAIL LOGEMENT FONCTION PUBLIQUE

La mission *Logement des agents publics*, placée au sein de la Direction générale de l'administration et de la Fonction publique (DGAFP), est chargée de coordonner les actions conduites par les employeurs publics – ministères, établissements publics de santé, collectivités territoriales – afin de faciliter l'accès au logement de leurs agent-es.

Une plate-forme numérique a été mise en ligne en décembre 2024 et complétée en novembre 2025.

Outre un simulateur vous renseignant sur les dispositifs auxquels vous êtes éligibles, cette plate-forme donne

accès à des solutions spécifiques en fonction de votre propre situation, de votre employeur, ...

L'accès au simulateur est désormais simplifié, avec un lien figurant sur la page d'accueil du portail, permettant d'accéder directement aux sujets qui vous intéressent : éligibilité au logement social, au logement intermédiaire, à l'accession sociale à la propriété, au cautionnement locatif, ...

<https://www.logement.fonction-publique.gouv.fr/actualite/le-simulateur-deligibilite-un-outil-pour-vous-aider-savoir-quel-type-de-logement-vous>

DEMANDER UN LOGEMENT SOCIAL

Votre éligibilité dépend de vos revenus, de votre composition et situation familiale, ...

Vous pouvez déposer votre demande de logement social sur <http://www.demande-logement-social.gouv.fr> et sous 2 à 3 semaines vous recevrez votre numéro départemental unique NUD.

Sur cette même plateforme, vous pouvez consulter l'offre globale de logements sociaux par commune, et par bailleur, ainsi que les typologies de logements.

ACCESSION SOCIALE À LA PROPRIÉTÉ

Dans le cadre d'une politique globale visant à faciliter l'accès au logement des agent-es du public tout en assurant la mixité résidentielle, l'État a signé une convention le 10 juillet 2023 avec l'Union sociale pour l'Habitat et la Fédération des Coopératives HLM afin de donner aux agent-es du public un accès plus simple et direct aux offres d'accession sociale à la propriété.

Outre la création d'un mini-site dédié, des initiatives seront prises dans les territoires métropolitains et d'outre-mer pour animer ce partenariat au plus près des agent-es.

Le site Bienveo vous permet d'accéder à un grand choix d'offres de logements en accession sociale.

Consulter les offres :

<https://www.bienveo.fr/rechercher/agentspublics#>

LA POSITION DE LA FSU

Pour la FSU, l'État employeur doit assumer ses responsabilités et prendre réellement en compte la difficulté à se loger, tant pour la population que pour les agent-es du public, dont les revenus sont faibles, en particulier en début de carrière.

La construction de logements à loyers abordables doit être accompagnée par l'État.

Situation en Outre-Mer : la FSU exige la construction en nombre suffisant de logements sociaux et à loyers abordables, ainsi que la neutralisation des sur-rémunérations au titre de la vie chère.



AIDES À L'INSTALLATION DES PERSONNELS (AIP)

RÉFÉRENCE Circulaire du 11 août 2023 relative à l'aide à l'installation des personnels de l'État (AIP), date d'entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2023. NOR : TFPF2321365C. Décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains. Décret n° 2014-1751 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements d'outre-mer, à Saint-Martin et en Polynésie française.

Principes généraux

La prestation d'« Aide à l'installation des personnels de l'État » (AIP) contribue à financer, dans le cas d'une location vide ou meublée, les dépenses engagées au titre du premier mois de loyer (provision pour charges comprise), des frais d'agence et de rédaction de bail incombant à l'agent-e, du dépôt de garantie et des frais de déménagement.

L'AIP est une aide non remboursable. Son montant ne peut excéder le montant des dépenses réellement payées. L'AIP est accordée :

- dans sa forme **générique**, quelle que soit la région de résidence du bénéficiaire ;
- dans sa forme **AIP-Ville**, au bénéficiaire exerçant la majeure partie de ses fonctions au sein de quartiers prioritaires de politique de la ville.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- Les fonctionnaires civils stagiaires et titulaires de l'État.
- Les magistrat-es stagiaires ou titulaires, les auditeur-trices de justice.
- Les ouvrier-es de l'État.
- Les agent-es en situation de handicap recruté-es sur la base de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique de l'État.
- Les agent-es recruté-es par la voie du PACTE.
- Les agent-es des établissements inscrit-es au programme 148 (voir annexe 1 p. 32).
- Les agent-es contractuel-les en activité (voir ci-dessous conditions d'entrée dans la Fonction publique).
- Pour les agent-es affecté-es dans les départements de l'Outre-Mer, le RFR à retenir est déterminé après un abattement de 20 % de sa valeur.

À QUELLES CONDITIONS ?

Conditions de ressources

Le bénéficiaire de l'AIP est soumis à conditions de ressources en fonction du revenu fiscal de référence (RFR) du foyer fiscal auquel appartient le-la demandeur-euse pour l'année N-2, et du nombre de parts du foyer fiscal du-de la demandeur-euse apprécié à la date de la demande.

Parts fiscales	RFR maximal
1	28 047
1,25	31 380
1,5	34 714
1,75	38 049
2	41 383
Par 0,25 part supplémentaire	3 334

Conditions d'entrée dans la Fonction publique

- Avoir réussi un concours de la Fonction publique d'État (concours externe, interne ou troisième concours).
- Avoir été recruté sans concours lorsque le statut particulier prévoit cette modalité.
- Avoir fait l'objet d'un recrutement dans la fonction publique d'État par la voie PACTE ou sur la base de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984.
- Avoir signé un contrat d'une durée supérieure ou égale à un an ou de plusieurs contrats successifs d'une durée totale supérieure ou égale à un an au cours des 24 mois précédant la demande de versement de l'aide

Conditions d'accès à l'AIP-ville

Pour obtenir le bénéfice de l'AIP-Ville, outre les conditions de ressources, l'agent-e doit exercer une partie de ses fonctions au sein de quartiers prioritaires de politique de la ville (QPV).

Restrictions de la prestation

- Les agent-es bénéficiaires d'une indemnité représentative de logement, attributaires d'un logement de fonction ne peuvent bénéficier ni de l'AIP générique ni de l'AIP-ville.
- L'AIP générique et l'AIP-ville ne sont pas cumulables pour un même logement.
- L'AIP ne peut se cumuler avec des aides ministérielles au logement. L'une est exclusive de l'autre. Mais l'AIP est cumulable avec un prêt destiné à financer la caution, les frais de déménagement ou les frais d'agence.
- Au cours de sa carrière, chaque agent-e ne peut bénéficier qu'une seule fois de l'AIP générique et qu'une seule fois de l'AIP-Ville.

Conditions de délais

La demande doit être déposée dans les 24 mois suivant l'affectation dans la Fonction publique d'État (réussite au concours ou signature du premier contrat), et dans les douze mois suivant la signature du bail.



AIDES À L'INSTALLATION DES PERSONNELS (AIP)

MONTANT DE LA PRESTATION

AIP zone ALUR : 1 500 €

AIP autres zones : 700 €

PROCÉDURE D'ATTRIBUTION

L'agent-e remplit sa demande auprès du prestataire

Les pièces justificatives à fournir sont :

- une copie complète du bail, ou des extraits du bail faisant apparaître l'identité des parties, l'adresse de location, le loyer, la caution, les frais d'agence et les signatures ;
- un justificatif des frais d'agence ;
- la copie du titre d'identité (CNI, passeport, titre de séjour pour les contractuels) ;
- un RIB ;
- dans le cas de deux agents mariés, pacsés ou vivant en concubinage, une déclaration sur l'honneur attestant de la situation matrimoniale et désignant la personne bénéficiaire de l'aide ;
- dans le cas d'agent-es vivant en colocation (mais pas dans les situations ci-dessus) et cosignataires du bail, une déclaration sur l'honneur attestant du montant des frais engagé, premier loyer avec provision pour charges, frais d'agence et de rédaction de bail, et dépôt de garantie ;
- une attestation sur l'honneur de l'agent-e précisant qu'il ne demande pas à bénéficier pour la seconde fois de l'AIP générique ou de l'AIP-Ville ;
- un document attestant de l'entrée dans la Fonction publique de l'État (arrêté de nomination ou réussite au concours pour les fonctionnaires ; copie du ou des contrats de travail pour les contractuels) ;
- en règle générale, le demandeur-se n'a pas à fournir d'attestation fiscale pour justifier de ses revenus *n-2*, car ces données sont transmises par l'administration fiscale. Mais il y a des cas particuliers où c'est nécessaire (refus de transfert des données fiscales, absence de RFR à *n-2*, changement de situation familiale) ;
- pour l'AIP ville fournir une attestation sur l'honneur précisant la date d'affectation en quartier prioritaire de la ville avec la mention « *j'exerce une partie de mes fonctions au sein d'un quartier prioritaire de la ville* », comportant un visa du supérieur hiérarchique de l'agent. L'ensemble des attestations sur l'honneur peuvent faire l'objet de contrôles par le gestionnaire. Le demandeur-se s'engage à fournir toute pièce pouvant attester de ses déclarations.

OÙ S'ADRESSER ?

Pour en savoir plus : <https://aip-fonctionpublique.fr>

- Zone ALUR : savoir si un logement est situé en zone tendue <https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/zones-tendues>
- Si vous n'avez pas d'ordinateur, vous pouvez demander l'envoi d'un formulaire papier par téléphone au 09 70 25 10 16. Une fois rempli et signé, le formulaire de demande est à adresser, avec les pièces justificatives

demandées (non plié, sans agrafe ni trombone), sous enveloppe A4 suffisamment affranchie à :
AIP-TSA

17714, 35577 Cesson Sevigne cedex.

Vous recevrez un courrier postal vous confirmant la réception de votre dossier et vous indiquant votre numéro de dossier.

LA POSITION DE LA FSU

La FSU constate que l'augmentation des montants attribués et de l'ouverture du droit aux contractuels était nécessaire. Elle demande à la DGAFP et à chaque ministère d'informer tous-tes les nouveaux-elles recrutés-es de ce dispositif, par une communication au plus près des établissements et des personnels.

AIDE AU MAINTIEN À DOMICILE (AMD)

Pour les retraités de la fonction publique d'État

RÉFÉRENCE Circulaire DGAFP-Budget du 10 octobre 2012 relative au dispositif interministériel d'aide au maintien à domicile des agent-es retraité-es de l'État. Décret n° 2012-920 du 27 juillet 2012 relatif à l'introduction d'une aide au maintien à domicile pour les retraité-es de l'État. NOR : RDFF1221493D. Arrêté du 8 avril 2026 relatif au barème de l'aide au maintien à domicile pour les retraité-es de la Fonction publique d'État. NOR : CPPF2605919A. Circulaire CNAV 2023-30 - Montant des paramètres financiers des prestations d'action sociale servies à compter du 1^{er} janvier 2024.pdf (partenairesactionsociale.fr).

A la date de la parution de ce guide, la circulaire concernant l'AMD n'a pas été modifiée.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- Retraité-e à titre principal (+ grand nombre de trimestres validés) relevant du code des pensions civiles et militaires, y compris les pensions de réversion.

Important : L'aide n'est pas cumulable avec les aides de même nature versées par les conseils généraux (APA), ni avec les aides prévues par les textes législatifs et réglementaires versés au titre du handicap (AAH ou PCH).

À QUELLES CONDITIONS ?

- À partir de 55 ans.
- État de santé assimilé aux Groupes Iso-Ressources 6 et 5, premiers stades de perte d'autonomie qui ne peuvent pas bénéficier de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie départementale (GIR 5 : personnes relativement autonomes, se déplaçant seules, mais ayant besoin d'aides ponctuelles pour la toilette, la préparation des repas, l'entretien du logement. GIR 6 : personnes autonomes dans tous les actes de la vie courante).
- Non cumulable avec les aides de même nature des conseils généraux, ni celles versées au titre du handicap.

POUR QUOI FAIRE ?

- Un plan d'action personnalisé (PAP) concernant :
 1. l'aide à domicile ;
 2. les actions favorisant la sécurité à domicile ;
 3. les actions favorisant les sorties du domicile ;
 4. le soutien ponctuel en cas de retour d'hospitalisation (ARDH) ;
 5. le soutien ponctuel en cas de périodes de fragilité physique ou sociale.
- Une aide « habitat et cadre de vie » vise à accompagner financièrement les retraité-es dont le logement doit être aménagé afin de permettre leur maintien à domicile.

MONTANT DE LA PRESTATION

Depuis le 1^{er} janvier 2021, la participation de l'État est alignée sur les barèmes de la CNAV. Elle est variable en fonction des prestations, de vos ressources et de votre situation familiale :

- plafond d'aide annuel fixé à 3 000 € au titre du plan d'action personnalisé ;
- plafond d'aide annuel au titre de l'aide « habitat et cadre de vie ».

Habitat et cadre de vie : barème de ressources et de participation 2026

RESSOURCES MENSUELLES		PARTICIPATION DE L'ÉTAT	PLAFOND
1 personne	2 personnes		
Jusqu'à 906 €	Jusqu'à 1 572 €	65 %	3 500 €
De 906 € à 970 €	De 1 572 € à 1 678 €	59 %	
De 970 € à 1 094 €	De 1 678 € à 1 839 €	55 %	
De 1 094 € à 1 181 €	De 1 839 € à 1 902 €	50 %	3 000 €
De 1 181 € à 1 236 €	De 1 902 € à 1 971 €	43 %	
De 1 236 € à 1 364 €	De 1 971 € à 2 082 €	37 %	
De 1 364 € à 1 542 €	De 2 082 € à 2 312 €	30 %	2 500 €
Au-delà de 1 542 €	Au-delà de 2 312 €	Pas de participation	



AIDE AU MAINTIEN À DOMICILE (AMD)

Pour les retraité-es de la Fonction publique d'État (suite)

OSCAR

(Heures d'accompagnement et de prévention à domicile)

RESSOURCES MENSUELLES		PARTICIPATION DU DÉ LA RETRAITÉ-E	PARTICIPATION DE L'ÉTAT
Personne seule	Ménage		
Jusqu' à 1 043,59 € (exclu)	Jusqu' à 1 620,18 € (exclu)	10 %	90 %
De 1 043,59 € (inclus) à 1 150,00 € (exclu)	De 1 620,18 € (inclus) à 1 841,00 € (exclu)	15 %	85 %
De 1 150,00 € (inclus) à 1 265,00 € (exclu)	De 1 841,00 € (inclus) à 2 014,00 € (exclu)	25 %	75 %
De 1 265,00 € (inclus) à 1 440,00 € (exclu)	De 2 014,00 € (inclus) à 2 188,00 € (exclu)	40 %	60 %
De 1 440,00 € (inclus) à 1 611,00 € (exclu)	De 2 188,00 € (inclus) à 2 533,00 € (exclu)	55 %	45 %

OSCAR : Offre de services coordonnée pour l'accompagnement de ma retraite

VERSEMENT

Déposer sa demande auprès de la caisse d'assurance retraite et de santé au travail (CARSAT) de son lieu de résidence, qui transmettra pour l'évaluation des besoins à une structure évaluatrice conventionnée, notifiera le plan retenu, mettra en œuvre le dispositif et le paiement direct à la structure.

Coordonnées des caisses

https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/Action%20sociale/Documents/Coordonnees_CARSAT.pdf
ou

<https://www.lassuranceretraite.fr/portail-info/hors-menu/footer/contacts.html>

Numéro téléphone unique : 3960 (prix appel local).

Informations

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/etre-agent-public/mon-quotidien-au-travail/laction-sociale-interministerielle/retraite/aide-au-maintien-domicile-amd>

Simulateur : <https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/ArchivePortailFP/www.fonction-publique.gouv.fr/simulateur-ASI.html>

LA POSITION DE LA FSU

Si la FSU, en 2025, se félicite de l'alignement de l'AMD sur les barèmes CNAV en 2026, l'arrêté paru le 8 avril confirme nos soupçons en supprimant les tranches 6, 7, et 8.

La FSU condamne cette économie faite au détriment de nos collègues retraité-es. Elle rappelle que limiter l'aide au maintien à domicile, c'est cautionner la perte d'autonomie, ce qui est inacceptable !

PARTICIPATION AUX FRAIS DE SÉJOUR

Enfants allant en centres de loisirs sans hébergement (centres aérés, centres de loisirs)

RÉFÉRENCE Circulaire FP/4 n° 1931 et 2B n° 256 conjointe Fonction publique et Budget du 15 juin 1998. Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C. En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ? _____

- Les fonctionnaires en activité et travaillant à temps plein ou partiel.
- Les non-titulaires payés sur crédits d'État.
- Les agent-es retraité-es.
- Les tuteur-trices d'orphelins de fonctionnaires.
- Les tuteur-trices d'orphelins d'agent-es non titulaires.

À QUELLES CONDITIONS ? _____

- Votre enfant à charge a moins de 18 ans au premier jour du séjour.
- Les centres de loisirs doivent être agréés par le service de la Jeunesse et des Sports.



MONTANT DE LA PRESTATION _____

Pour une journée complète : **6,06 €**

Pour une demi-journée : **3,06 €**

- La prestation est versée sans limitation de nombre de journées.
- La participation aux frais de séjour ne peut être supérieure au coût réel dépensé par l'agent-e pour le séjour de l'enfant.
- La participation aux frais de séjour peut être soumise à un indice plafond ou un quotient familial déterminé par le ministère d'appartenance.
- La prestation est également servie pour les demi-journées de placement : la prestation est alors calculée à mi-taux.

VERSEMENT _____

- Dans les centres de loisirs organisés par l'Administration, la prestation est versée sous forme de subvention directement aux Centres, qui établissent leurs tarifs en fonction de cette subvention.
- Dans tous les autres cas, la prestation est accordée aux agent-es bénéficiaires au vu d'une attestation de séjour et de prix délivrée par le responsable de Centre.
- PIM (prestation interministérielle à réglementation commune) gérée directement par le bureau d'action sociale de chaque ministère. Informations possibles auprès des assistant-es sociaux-ales des personnels.

LA POSITION DE LA FSU

Les Prestations interministérielles (PIM) ne répondent plus suffisamment aux besoins des agent-es.

Les participations aux frais de séjours sont insuffisantes et donc de moins en moins demandées. La FSU exige que les barèmes soient revalorisés annuellement en fonction de l'inflation.

L'aide aux parents d'enfants en situation de handicap doit se transformer en prestation de droit commun hors périmètre de l'action sociale.

Il faut donc revoir la circulaire de 1998 qui définit ces prestations.



PARTICIPATION AUX FRAIS DE SÉJOUR

Enfants allant en centres de vacances avec hébergement (colonies de vacances, centres pour préadolescents et adolescents)

RÉFÉRENCE Circulaire FP/4 n° 1931 et 2B n° 256 conjointe fonction publique et Budget du 15 juin 1998. Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C.

En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- Les fonctionnaires en activité ou en détachement et travaillant à temps plein ou partiel.
- Les non-titulaires payés sur crédits d'État.
- Les agent-es retraité-es.
- Les tuteur-trices d'orphelins de fonctionnaires de l'État et d'agents non titulaires de l'État.

À QUELLES CONDITIONS ?

- Votre enfant à charge a plus de 4 ans et moins de 18 ans au premier jour du séjour.
- Le centre de vacances doit être agréé par le service départemental de la Jeunesse et des Sports du lieu du siège social de l'organisateur.
- Le séjour peut être situé en métropole, dans les départements d'Outre-mer ou à l'étranger.

Important : n'ouvrent pas droit à cette prestation, les **colonies de vacances** organisées par certains ministères, directement ou grâce à des associations et dont la tarification pratiquée tient compte des subventions octroyées.

Convention du 24 juillet 1998

MONTANT DE LA PRESTATION

TAUX JOURNALIERS

Enfants de - de 13 ans : **8,40 €**

Enfants de 13 à 18 ans : **12,70 €**

- La participation aux frais de séjours ne peut être supérieure à ce que l'agent-e a réellement dépensé pour le séjour de l'enfant.
- La participation aux frais de séjour peut être soumise à un indice plafond ou un quotient familial déterminé par le ministère d'appartenance.

VERSEMENT

- Dans les centres de loisirs organisés par l'Administration, la prestation est versée sous forme de subvention directement aux centres qui établissent leurs tarifs en fonction de cette subvention.
- Dans tous les autres cas, la prestation est accordée aux agent-es bénéficiaires au vu d'une attestation de séjour et de prix délivrée par le responsable de Centre.
- La prestation est versée dans la limite de 45 jours par an.
- PIM (prestation interministérielle à réglementation commune) gérée directement par le bureau d'action sociale de chaque ministère. Informations possibles auprès des assistant-es sociaux-ales des personnels.

PARTICIPATION AUX FRAIS DE SÉJOUR

Enfants allant en séjours linguistiques

RÉFÉRENCE Circulaire FP/4 n° 1931 et 2B n° 256 conjointe fonction publique et Budget du 15 juin 1998. Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C.

En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ? _____

- Les titulaires, stagiaires, en position d'activité ou en position de détachement, travaillant à temps plein ou partiel.
- Les agent-es contractuel-les en situation d'activité ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité, employé-es de manière permanente et continue à temps plein ou à temps partiel.
- Les non-titulaires payés sur crédits d'État.
- Les agent-es retraité-es.
- Les tuteur-trices d'orphelins de fonctionnaires.
- Les tuteur-trices d'orphelins d'agent-es non titulaires.

À QUELLES CONDITIONS ? _____

- Votre enfant à charge a moins de 18 ans au premier jour du séjour.
- Les séjours sont organisés ou financés par les administrations de l'État, soit directement, soit avec un prestataire de service conventionné.

Les séjours sont organisés par :

- des personnes physiques ou morales ayant la qualité de commerçant et titulaire d'une licence d'agent de voyages délivrée par arrêté préfectoral (art. 4 de la loi n° 92.845 du 13 juillet 1992) ;
- des associations, sans but lucratif, agréées par arrêté préfectoral (art. 7 de la loi du 13 juillet 1992).
- Les séjours de découverte linguistique et culturelle mis en œuvre **pendant les vacances scolaires** par les établissements d'enseignement dans le cadre des appariements instituant une relation permanente entre deux établissements (l'un français, l'autre étranger).

MONTANT DE LA PRESTATION _____

TAUX JOURNALIERS

Enfants de - de 13 ans : **8,40 €**

Enfants de 13 à 18 ans : **12,71 €**

VERSEMENT _____

- La participation aux frais de séjours ne peut être supérieure à ce que l'agent-e a réellement dépensé pour le séjour de l'enfant.
- La prestation est versée dans la limite de 21 jours par an.
- La participation aux frais de séjour peut être soumise à un indice plafond ou un quotient familial déterminé par le ministère d'appartenance.
- Lorsque le séjour est organisé par l'Administration, la prestation est allouée directement et son montant déduit de la part demandée aux familles.
- Prestation interministérielle à réglementation commune (PIM) gérée directement par le bureau d'action sociale de chaque ministère. Informations possibles auprès des assistant-es sociaux-ales des personnels.

PARTICIPATION AUX FRAIS DE SÉJOUR

Enfants allant en séjours mis en œuvre dans le cadre du système éducatif

RÉFÉRENCE Circulaire FP/4 n° 1931 et 2B n° 256 conjointe fonction publique et Budget du 15 juin 1998. Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C.

En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ? _____

- Les fonctionnaires en activité et travaillant à temps plein ou partiel.
- Les non-titulaires payés sur crédits d'État.
- Les agent-es retraité-es.
- Les tuteur-trices d'orphelins de fonctionnaires.
- Les tuteur-trices d'orphelins d'agent-es non titulaires.

À QUELLES CONDITIONS ? _____

- Votre enfant à charge, âgé au début de l'année scolaire soit de moins de 18 ans, soit sur présentation d'un certificat de scolarité pour les plus de 18 ans.
- Les séjours doivent avoir lieu, pour tout ou partie, en période scolaire et être d'une durée de 5 jours au moins (classe culturelle transplantée, classe de découverte, classe de patrimoine ou séjour effectué lors d'échange pédagogique...).
- Les séjours peuvent s'effectuer en France ou à l'étranger.
- Agrément de la classe ou placement sous contrôle du ministère dont relève l'établissement.

MONTANT DE LA PRESTATION _____

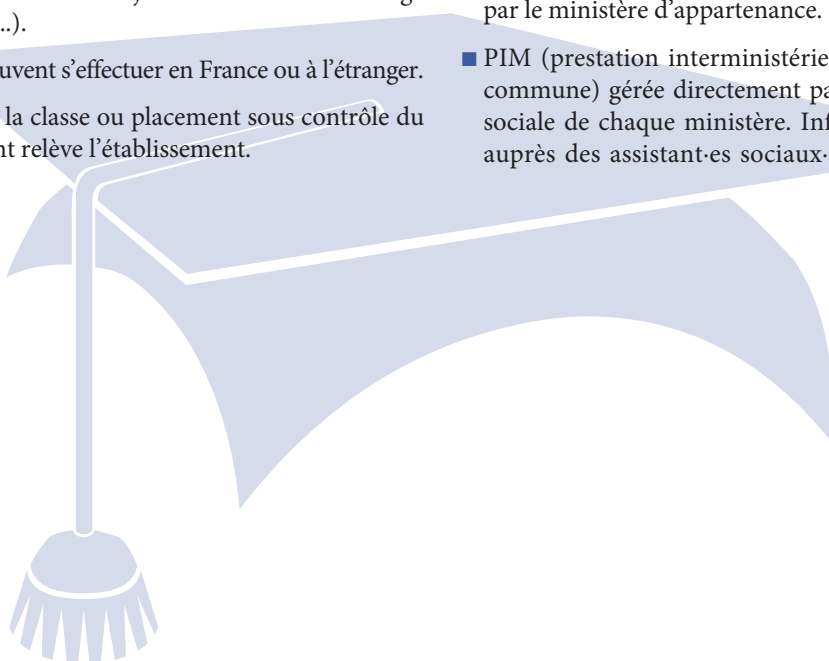
FORFAIT pour 21 jours ou plus : 87,05 €

**Pour les séjours d'une durée inférieure :
4,14 € / jour**

- La participation aux frais de séjours ne peut être supérieure à ce que l'agent-e a réellement dépensé pour le séjour de l'enfant.

VERSEMENT _____

- La prestation peut être attribuée avant le départ au vu d'une attestation d'inscription délivrée par la direction de l'établissement scolaire.
- La participation aux frais de séjour peut être soumise à un indice plafond ou un quotient familial déterminé par le ministère d'appartenance.
- PIM (prestation interministérielle à réglementation commune) gérée directement par le bureau d'action sociale de chaque ministère. Informations possibles auprès des assistant-es sociaux-ales des personnels.



PARTICIPATION AUX FRAIS DE SÉJOUR

dans les centres familiaux de vacances agréés et gîtes de France
pour les enfants qui accompagnent leurs parents

RÉFÉRENCE Circulaire FP/4 n° 1931 et 2B n° 256 conjointe fonction publique et Budget du 15 juin 1998. Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C.

En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- Les fonctionnaires en activité et travaillant à temps plein ou partiel.
- Les agent-es non titulaires payé-es sur crédits d'État.
- Les agent-es retraité-es.
- Les tuteur-trices d'orphelins de fonctionnaires.
- Les tuteur-trices d'orphelins d'agent-es non titulaires.

À QUELLES CONDITIONS ?

- Votre enfant à charge a moins de 18 ans au premier jour du séjour (lorsque l'enfant est atteint d'incapacité au moins égale à 50 %, la limite d'âge est portée à 20 ans).
- Les séjours doivent se dérouler dans des établissements de tourisme social à but non lucratif, soit :
 - en **maisons familiales** ou en **villages de vacances** (agréés par les ministères chargés de la Santé ou du Tourisme), y compris les gîtes ou villages de toile offrant des services collectifs, et ce, quelle que soit la formule d'accueil : pension complète, demi-pension ou location ;
 - les séjours en campings municipaux ou privés n'ouvrent pas droit au bénéfice de la prestation ;
 - en établissements portant le label « **Gîtes de France** » (agréés par les relais départementaux de la Fédération nationale des Gîtes de France), à savoir : gîtes ruraux, d'étapes ou de groupes, chambres d'hôtes mais également les gîtes d'enfants accueillant, au sein de familles agréées, les enfants de 4 à 13 ans, sans accompagnateur.

MONTANT DE LA PRESTATION

TAUX JOURNALIERS

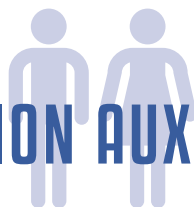
Séjour en pension complète : **8,84 €**

Autres formules : **8,40 €**

- La participation aux frais de séjours ne peut être supérieure à ce que l'agent-e a réellement dépensé pour le séjour de l'enfant.

VERSEMENT

- Prestation versée dans la limite de 45 jours par an et attribuée indépendamment de tout lien de parenté existant entre l'enfant de l'agent et la personne avec laquelle il a effectué son séjour.
- Lorsque l'enfant est atteint d'incapacité au moins égale à 50 %, aucune condition de ressources n'est exigée.
- La participation aux frais de séjour peut être soumise à un indice plafond ou un quotient familial déterminé par le ministère d'appartenance.
- Prestation interministérielle à réglementation commune (PIM) gérée directement par le bureau d'action sociale de chaque ministère. Informations possibles auprès des assistant-es sociaux-ales des personnels.



ALLOCATION AUX PARENTS

séjournant en maison de repos ou de convalescence avec leur(s) enfant(s)

RÉFÉRENCE Circulaire FP/4 n° 1931 et 2B n° 256 conjointe fonction publique et Budget du 15 juin 1998. Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C.

En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ? _____

- Les fonctionnaires en position d'activité et travaillant à temps plein ou partiel.
- Les agent-es non-titulaires payé-es sur crédits d'État.

À QUELLES CONDITIONS ? _____

- Séjour résultant d'une prescription médicale.
- Séjour réalisé dans un établissement agréé par la Sécurité sociale.
- Enfant(s) âgé(s) de moins de 5 ans au premier jour du séjour (l'agent-e peut être accompagné-e de plusieurs de ses enfants âgés de moins de 5 ans, dans ce cas la prestation est accordée au titre de chacun des enfants).
- **Aucune condition d'indice ou de ressources n'est exigée.**

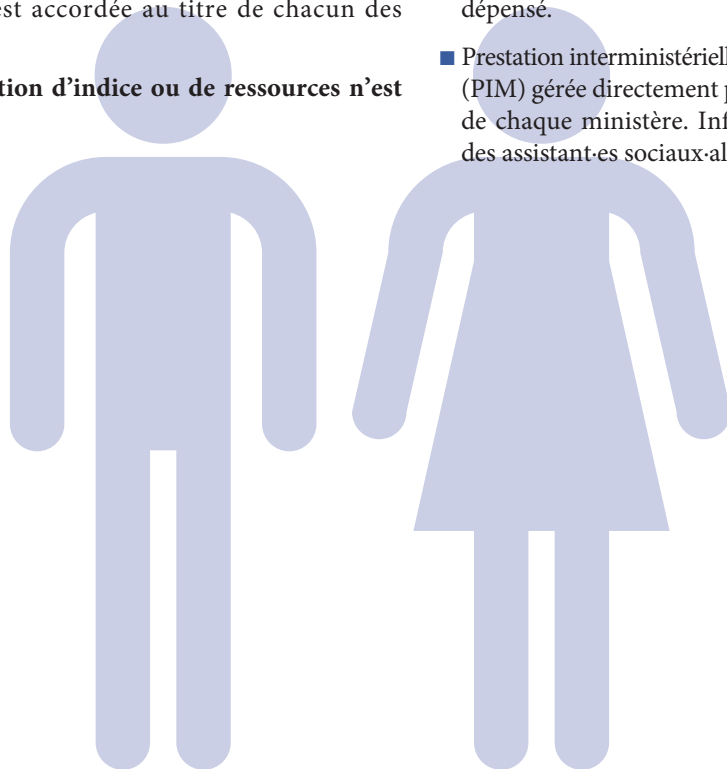
MONTANT DE LA PRESTATION _____

- Le montant de l'aide est calculé en fonction de la durée du séjour.

26,16 € par jour et par enfant

VERSEMENT _____

- Prestation versée après le séjour, sur présentation des justificatifs.
- La durée de prise en charge ne peut dépasser 35 jours par an.
- L'aide ne peut être supérieure au montant réellement dépensé.
- Prestation interministérielle à réglementation commune (PIM) gérée directement par le bureau d'action sociale de chaque ministère. Informations possibles auprès des assistant-es sociaux-ales des personnels.



AIDES AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Allocation aux parents d'enfants handicapés ou infirmes, âgés de moins de 20 ans

RÉFÉRENCE Circulaire FP/4 n° 1931 et 2B n° 256 conjointe fonction publique et Budget du 15 juin 1998. Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C.

En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- Les titulaires et stagiaires, en position d'activité et travaillant à temps plein ou partiel.
- Les agent-es non titulaires payé-es sur crédits d'État.
- Les agent-es de l'État retraité-es.
- Les tuteur-trices d'orphelins de fonctionnaires.
- Les tuteur-trices d'orphelins d'agent-es non titulaires.
- Le-la veuf-euve d'un fonctionnaire.
- Le-la divorcé-e d'un fonctionnaire qui a seul-e la charge de l'enfant.

À QUELLES CONDITIONS ?

SI VOTRE ENFANT	SI VOUS N'ÊTES PAS AGENT DE L'ÉTAT	SI VOUS ÊTES AGENT DE L'ÉTAT	VOUS POUVEZ OBTENIR
✓ a un taux d'incapacité d'au moins 50 % ✓ a moins de 20 ans ✓ est « interne » dans un établissement spécialisé où seuls les soins et la scolarité sont pris en charge par l'État, par l'assurance maladie ou par l'aide sociale	✓ mais que votre conjoint percevait déjà cette allocation avant son décès ou son divorce ✓ et que vous percevez une allocation de la Caisse d'Allocations Familiales, d'un montant inférieur à cette allocation du ministère	✓ que vous percevez l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé	la totalité de l'allocation
✓ est placé en internat dans un établissement spécialisé intégralement pris en charge par l'État par l'Assurance maladie ou par l'Aide sociale	✓ et que vous percevez une allocation de même nature versée par la Caisse d'Allocations Familiales ou un établissement public		la différence entre ces deux allocations
			vous ne pouvez pas obtenir l'allocation

Aucune condition de ressources ou d'indice n'est requise.

MONTANT DE LA PRESTATION

183 € par mois depuis le 1^{er} janvier 2024

VERSEMENT

- Cette allocation vous est versée directement, chaque mois.
- Elle vous sera versée jusqu'à la fin du mois où votre enfant aura atteint ses 20 ans.
- PIM (prestation interministérielle à réglementation commune) gérée directement par le bureau d'action sociale de chaque ministère. Informations possibles auprès des assistant-es sociaux-ales des personnels.

AIDES AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Participation aux frais de séjour en centres de vacances spécialisés pour handicapés

RÉFÉRENCE Circulaire FP/4 n° 1931 et 2B n° 256 conjointe fonction publique et Budget du 15 juin 1998. Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C. En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- Les agent-es titulaires et stagiaires, en position d'activité et travaillant à temps plein ou partiel.
- Les agent-es non titulaires payé-es sur crédits d'État (employé-es de manière permanente et continue).
- Les agent-es de l'État retraité-es.
- Les tuteur-trices d'orphelins de fonctionnaires.
- Les tuteur-trices d'orphelins d'agent-es non titulaires.
- Le-la veuf-euve d'un fonctionnaire.
- Le-la divorcé-e d'un fonctionnaire qui a seul-e la charge de l'enfant, sous réserve des conditions suivantes :
 - l'allocation était versée au parent fonctionnaire ou agent-e de l'État, précédemment à son décès, son divorce ou sa séparation ;
 - le-la conjoint-e veuf-ve, divorcé-e ou séparé-e n'est pas en situation de percevoir une allocation de même nature (servie par une CAF, financée par le budget de l'État, d'une collectivité locale, d'un établissement public). Versement possible d'une allocation différentielle, dans le cas où la CAF sert une prestation d'un montant inférieur à celle de « la Fonction publique ».

À QUELLES CONDITIONS ?

SI LE SÉJOUR	SI VOTRE ENFANT	
✓ se déroule dans un centre agréé spécialisé dirigé par un organisme à but non lucratif ou par une collectivité publique ✓ est pris partiellement en charge par un autre organisme	✓ a un taux d'incapacité d'au moins 50 %	vous pouvez obtenir une participation aux frais de séjour
✓ est déjà totalement pris en charge par d'autres organismes		vous ne pouvez pas obtenir la prestation

Pas de condition d'âge des enfants qui peuvent être majeurs. **Aucune condition de ressources ou d'indice n'est requise.**

MONTANT DE LA PRESTATION

- Le montant de l'aide est calculé en fonction de la durée du séjour.

23,96 € par jour

VERSEMENT

- Cette prestation vous est versée directement sur présentation d'une attestation de séjour indiquant le prix du séjour.
- La durée de prise en charge ne peut dépasser 45 jours par an.
- Le montant de la prestation ne peut être supérieur aux dépenses réelles.
- Prestation interministérielle à réglementation commune (PIM) gérée directement par le bureau d'action sociale de chaque ministère. Informations possibles auprès des assistant-es sociaux-ales des personnels.

Les enfants en situation de handicap peuvent bénéficier de l'ensemble des PIM « séjours d'enfants » (p. 19 à 23), en particulier les séjours où ils accompagnent leurs parents en centres familiaux de vacances ou en gîtes de France.

AIDES AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Allocation spéciale pour enfants atteints d'une maladie chronique ou d'une infirmité et poursuivant des études ou un apprentissage au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans

RÉFÉRENCE Circulaire FP/4 n° 1931 et 2B n° 256 conjointe fonction publique et Budget du 15 juin 1998. Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C.

En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- Les agent-es titulaires et stagiaires, en position d'activité et travaillant à temps plein ou partiel.
- Les agent-es non titulaires payé-es sur crédits d'État.
- Les agent-es de l'État retraité-es.
- Les tuteur-trices d'orphelins de fonctionnaires ou d'agent-es non titulaires.
- Le-la veuf-euve d'un fonctionnaire.
- Le-la divorcé-e d'un fonctionnaire qui a seul-e la charge de l'enfant.

À QUELLES CONDITIONS ?

SI VOTRE ENFANT	SI VOUS N'ÊTES PAS AGENT DE L'ÉTAT	SI VOUS ÊTES AGENT DE L'ÉTAT	VOUS POUVEZ OBTENIR
✓ a un taux d'incapacité d'au moins 50 % ✓ a plus de 20 ans et moins de 27 ans ✓ est étudiant ou apprenti	✓ que votre conjoint percevait déjà cette allocation avant son décès ou son divorce	✓ que vous percevez l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé	la totalité de l'allocation
	✓ que vous percevez une allocation d'autres organismes, d'un montant inférieur à cette allocation du ministère		la différence entre ces deux allocations
		✓ que vous percevez l'allocation aux adultes handicapés ou l'allocation compensatrice	vous ne pouvez pas obtenir l'allocation

Aucune condition de ressource ou d'indice n'est requise.

En cas de maladie chronique ou d'infirmité non reconnue par la MDPH, l'allocation peut être servie sur avis d'un médecin agréé par l'administration (en cas d'avis défavorable, recours possible devant la commission de réforme). Cette prestation **n'est pas cumulable avec l'Allocation Adulte Handicapée (AAH)**.

Une attestation de non-versement de l'AAH par la MDPH est exigée.

MONTANT DE LA PRESTATION

- Au taux de 30 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales (BMAF) (478,16 € au 1^{er} avril 2026).

143,45 € par mois

VERSEMENT

- Allocation versée mensuellement, y compris pendant les mois de vacances scolaires et pendant le mois complet où l'enfant atteint ses 27 ans.
- Prestation interministérielle à réglementation commune (PIM) gérée directement par le bureau d'action sociale de chaque ministère. Informations possibles auprès des assistant-es sociaux-ales des personnels.

RESTAURATION DU PERSONNEL

Subvention de participation au prix des repas servis dans les restaurants des administrations de l'État

RÉFÉRENCE Circulaire FP/4 n° 1931 et 2B n° 256 conjointe Fonction publique et Budget du 15 juin 1998. Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- Les agent-es de l'État en activité à temps complet ou temps partiel.
- Les fonctionnaires stagiaires élèves des écoles de l'Administration.
- Les personnels sous contrat.
- Les personnes effectuant un stage dans le cadre d'un cursus universitaire ou d'une formation professionnelle.

À QUELLES CONDITIONS ?

- Le restaurant proche de votre lieu de travail est :
 - un restaurant de l'administration dont vous dépendez ;
 - un restaurant inter-administratif à la gestion duquel votre administration est associée ;
 - un restaurant du secteur privé ou un restaurant d'entreprise ayant passé une convention avec votre ministère. Les restaurants scolaires peuvent être conventionnés avec le rectorat pour permettre aux personnels de bénéficier de la PIM repas.
- Vous justifiez d'un indice brut inférieur ou égal à 638 (INM, indice nouveau majoré 539 figurant sur la fiche de paye).
- Une prestation repas, et une seule, par repas effectivement servi.
- La prestation repas n'est octroyée que pour les journées effectives de travail.
- Règle URSSAF : un-e agent-e doit participer à hauteur de 50 % du montant du repas évalué forfaitairement par l'URSSAF afin que celui-ci ne soit pas considéré comme un avantage en nature et intégré dans son assiette de cotisation. À compter du 1^{er} janvier 2026, l'URSSAF a fixé le montant du repas à 5,50 €. En conséquence, le reste à charge minimum pour l'agent-e s'élève à 2,75 €. Ainsi, les déductions de la PIM restauration et des éventuelles subventions ne doivent pas aboutir à un reste à charge pour un-e agent-e inférieur à 2,75 €.

MONTANT DE LA PRESTATION

La participation est de **1,47 € H.T.** par repas venant directement en déduction sur le prix du repas.

VERSEMENT

- Les subventions sont versées par l'administration à l'organisme qui gère le restaurant que vous fréquentez, en retour, vous bénéficiez d'une réduction sur le prix du repas.

LA POSITION DE LA FSU

La FSU continue à revendiquer un élargissement du nombre de bénéficiaires par l'amélioration de la prestation et le large conventionnement des restaurants. Les hausses de coûts doivent être compensées et ne pas avoir de répercussion sur le reste à charge de l'agent-e. Enfin, concernant l'harmonisation tarifaire menée actuellement sur l'ensemble des ministères, la FSU demande que l'égalité de traitement entre les agent-es soit appliquée. La FSU dénonce l'absence de revalorisation de la PIM en 2026, qui reste à 1,47 € H.T.

BÉNÉFICIAIRES DE L'ACTION SOCIALE INTERMINISTÉRIELLE

RÉFÉRENCE Décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État. Circulaire n° 1931 du 15 juin 1998 relative aux prestations d'action sociale à réglementation commune. Arrêté du 22 décembre 2023 pris pour l'application de l'article 4-1 du décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat NOR : TFPF2335093A

ATTENTION : Au moment de la publication de notre guide FSU, la nouvelle version 2026 n'est pas encore publiée.

Sous réserve des dispositions propres à chaque prestation, l'action sociale peut bénéficier à l'ensemble des agent-es, actif-ves et retraité-es, rémunéré-es sur le budget de l'État :

- agent-es titulaires et stagiaires en position d'activité ;
- agent-es contractuel-les en activité ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité.

Les congés annuels, de maladie, pour accident de service, de maternité, d'adoption, pour formation, sont des positions d'activité.

Travail à temps plein ou à temps partiel.

Pour les agent-es payé-es sur fonds propres d'un établissement : voir ci-après.

Liste des **CODES MINISTÉRIELS** figurant sur le bulletin de paye

STRUCTURES	CODES
Budget général de l'État	
Europe et affaires étrangères	201
Culture	202
Agriculture et Souveraineté alimentaire/ Enseignement privé agricole	203/293
Éducation nationale et de la jeunesse	206
Économie, finances et relance	207
Intérieur et Outre-mer	209
Justice	210
Services du Premier ministre	212
Transition écologique et Cohésion des territoires	223
Travail, emploi et insertion	236
Enseignement supérieur, recherche et innovation	238
Ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques	242
Transformation et fonction publiques	250
Solidarités et Santé	256
Armées	470

Bulletins de paie éligibles sans code « MIN »

- Bulletins de paie des militaires portant la mention « Bulletin de solde ».
- Bulletins de paie des agent-es de la DILA portant la mention « Direction de l'information légale et administrative ».
- Bulletins de paie des agent-es du CESE portant la mention « Conseil économique, social et environnemental ».

Les établissements publics, autonomes dans leur gestion, mettent en place les prestations qu'ils souhaitent pour les agent-es qu'ils rémunèrent. Cependant, le décret

n° 2006-21 a été modifié le 7 mai 2012 afin de permettre aux établissements publics nationaux à caractère administratif et établissements publics locaux d'enseignement d'« adhérer » à tout ou partie de l'action sociale interministérielle pour les agent-es du public rémunéré-es sur leur budget par dérogation au principe fixé à l'article 2. Cette ouverture du bénéfice de l'ASI aux agent-es publics des EPA et EPLE est conditionnée à une contribution financière des établissements au programme 148 – Fonction publique.

La liste des établissements concernés et des prestations d'ASI ouvertes pour chacun d'eux, est fixée annuellement par arrêté des ministres chargés du Budget et de la Fonction publique.



BÉNÉFICIAIRES DE L'ACTION SOCIALE INTERMINISTÉRIELLE

Établissements publics bénéficiaires de prestations d'action sociale interministérielle en 2025

Établissement public	CODE MIN	CESU 0/6 ans	Chèques Vacances	AIP	Logements Sociaux et temporaires	SRAS	Crèches
Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE)							x
Académie des technologies (ADT)			x		x		
Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES)	712	x	x	x	x	x	x
Agence du service civique	729	x	x	x	x	x	x
Office français de la biodiversité (OFB)	630	x	x	x	x	x	x
Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS)	625	x	x	x	x	x	x
Agence nationale de la recherche (ANR)	810	x	x		x	x	x
Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)			x	x	x		x
Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)			x				
Agence nationale des titres sécurisés (ANTS)		x	x	x	x	x	x
Agence nationale du traitement automatisé des infractions (ANTAI)	823	x	x	x	x	x	x
Agence nationale pour la cohésion des territoires ANCT	626	x	x	x	x	x	x
Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)	795	x	x	x	x	x	x
Agence régionale de santé (ARS)	735	x	x	x	x	x	x
Agricampus Laval		x	x				
Agro Paris Tech		x	x		x		
AGRO SUP Dijon	721	x					
APIJ	210		x	x	x	x	x
ARPE	236	x	x	x	x	x	x
Bibliothèque Nationale de France					x		x
Bordeaux Sciences-Agro		x	x	x	x	x	x
BPI - Bibliothèque publique d'information		x	x	x	x	x	x
Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS)	799	x	x	x	x	x	x
Caisse nationale de sécurité sociale (CNMSS)	773	x	x	x	x		
Centre d'études et d'expertise pour les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA)	624	x	x	x	x	x	x
Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)	741	x	x	x	x	x	x
Centre des Monuments Nationaux			x		x	x	x
Centre international d'études pédagogiques (CIEP)	745	x	x	x	x	x	x
Centre national d'enseignement à Distance (CNED)	746	x	x	x	x	x	x
Centre national d'arts plastiques	752	x	x	x	x	x	x
Centre national de recherche scientifique (CNRS)					x		
Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) et réseau des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS)					x	x	
Centre national du livre		x	x	x	x	x	x
Centre national pour le développement du sport (CNDS)	818	x	x	x			
Centres de ressources, d'expertise et de performances sportives (CREPS)	785	x	x	x			
CFA-CFPPA Deux Sèvres		x	x	x	x	x	x
CFPPA Yssingeaux			x				
Château de Fontainebleau		x	x	x	x	x	x
Établissement public du château, du musée et du domaine de Versailles	202		x	x	x	x	
Cité de la céramique - Sèvres et Limoges	781	x	x	x	x	x	x
Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS)	826	x	x	x	x	x	x
Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres		x	x				
Conservatoire national supérieur d'art dramatique		x	x	x	x	x	x
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon CNSMDL		x	x	x	x	x	x
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris CNSMDP		x	x	x	x	x	x
CREPS	785	x	x	x			
CREPS de Bordeaux	785				x	x	x
CREPS de Montpellier	785				x	x	x
CREPS de Nancy	785					x	
CREPS de Toulouse	785				x	x	x
CREPS des Hauts de France	785				x	x	
Ecole de l'Air	606	x	x	x	x	x	x
Ecole du Louvre		x	x	x	x	x	x
Ecole nationale d'administration pénitentiaire (ENAP)	789	x	x	x		x	
Ecole nationale de la magistrature (ENM)	710	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale de l'aviation civile	629		x				
Ecole nationale de voile et des sports nautiques (ENVSN)	818	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale des sports de montagne	819	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE)		x	x	x	x	x	x
Ecole Nationale d'Industrie Laitière de Besançon-Mamirolle (ENIL)		x	x		x	x	
Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEE Strasbourg)	766	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Clermont-Ferrand	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Bretagne	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) et de paysage Bordeaux	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) et de paysage Lille	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Grenoble	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Languedoc-Roussillon	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Lyon	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Marne-la-Vallée	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Marseille-Luminy	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Nancy	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Nantes	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Normandie	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Paris-Belleville	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Paris-La Villette	719	x	x	x	x	x	x
Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Paris-Malaquais	719	x	x	x	x	x	x

BÉNÉFICIAIRES DE L'ACTION SOCIALE INTERMINISTÉRIELLE

Établissements publics bénéficiaires de prestations d'action sociale interministérielle en 2025 (suite)

Établissement public	CODE MIN	CESU 0/6 ans	Chèques Vacances	AIP	Logements Sociaux et temporaires	SRTAS	Crèches
École nationale supérieure d'architecture (ENSA) Paris-Val-de-Seine	719	x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'architecture (ENSA) Saint-Etienne	719	x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'architecture (ENSA) Strasbourg	719	x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'architecture (ENSA) Toulouse	719	x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'architecture (ENSA) Versailles	719	x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'architecture (ENSA) Villa Arson	719	x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'art de Bourges		x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'art de Limoges	753	x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'art de Paris-Cergy	753	x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'art et de Design de Dijon		x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'art et de Design de Nancy		x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure d'arts décoratifs - ENSAD		x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure de la photographie d'Arles		x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure de la police (ENSP)	826	x	x	x			
École nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA ParisTech)	770	x	x		x		x
École nationale supérieure des beaux arts - ENSBA		x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure des ingénieurs des études et des techniques d'armement (ENSTA de Bretagne)	771	x	x		x		x
École nationale supérieure des sciences agronomiques de Bordeaux Aquitaine		x	x	x	x	x	x
École nationale supérieure maritime	700	x	x	x	x	x	x
École nationale vétérinaire agroalimentaire et de l'alimentation Nantes ONIRIS	721	x	x	x	x	x	x
École Nationale Vétérinaire d'Alfort	721	x	x	x	x	x	x
École Nationale Vétérinaire de Toulouse	721	x	x	x	x	x	x
École navale	715	x	x	x	x	x	x
École polytechnique			x	x	x	x	
ENSFEA Toulouse Auzeville		x	x	x	x	x	x
EPL de Tulle-Naves	503	x	x			x	
EPL Bourg-en-Bresse	503	x	x				
EPL de TOURNUS	503	x	x				
EPL Saint Lô-Thère	503	x	x	x			
EPL Yvetot	503		x				
EPLEFPA LA ROQUE JACQUES CHIRAC	503	x	x	x	x	x	x
EPLEFPA Alençon Sees	503	x	x				
EPLEFPA Amboise Chambray-lès-Tours	503	x	x				
EPLEFPA Angers Le Fresne	503	x	x				
EPLEFPA Auch-Beaulieu	503	x	x				
EPLEFPA AVIZE	503	x	x				
EPLEFPA Beaune	503		x				
EPLEFPA Belleville	503		x			x	
EPLEFPA Borgo	503		x				
EPLEFPA Brive-Voutezac	503	x	x				
EPLEFPA CAHORS	503		x				
EPLEFPA CARCASSONNE CAMPUS TERRE ET NATURE	503	x	x				
EPLEFPA CHATEAULIN-MORLAIX-KERLIVER	503		x				
EPLEFPA Châteauroux	503	x	x				
EPLEFPA de Bazas	503	x	x				
EPLEFPA de Bordeaux-Gironde	503		x			x	
EPLEFPA DE BOURCEFRANC	503	x	x	x	x	x	x
EPLEFPA de Bourges - Le Subdray	503	x	x	x	x	x	x
EPLEFPA de Bressuire	503	x	x				
EPLEFPA de Brie Comte Robert	503		x				
EPLEFPA de Brioude-Bonnefont	503		x				
EPLEFPA de Carpentras	503	x	x				
EPLEFPA de Castelnaudary	503	x	x				
EPLEFPA de Chartres	503	x	x				
EPLEFPA de Douai	503	x	x	x			x
EPLEFPA DE DURDAT-LAREQUILLE	503				x	x	
EPLEFPA de Fontaines Sud Bourgogne	503		x				
EPLEFPA de la Lozère	503	x	x				
EPLEFPA de Laval	503	x	x				
EPLEFPA de LAVAL (Agricampus LAVAL)	503					x	
EPLEFPA de l'EURE	503	x	x				
EPLEFPA de l'OISE	503	x	x				
EPLEFPA de Lyon	503	x	x				
EPLEFPA de Metz Courcelles-Chaussy	503	x	x				
EPLEFPA de Montpellier Orb	503		x				
EPLEFPA de Nantes	503		x				
EPLEFPA de Nîmes	503	x	x	x	x	x	x
EPLEFPA de Perpignan-Roussillon	503	x	x				
EPLEFPA de Rethel-Région Grand Est	503	x	x	x	x	x	x
EPLEFPA de Saintonge	503		x	x			
EPLEFPA de Toulouse Auzeville	503	x	x	x			
EPLEFPA de Tours-Fondettes	503	x	x	x			
EPLEFPA des Flandres	503	x	x	x	x	x	x
EPLEFPA des Hautes-Alpes	503	x	x				
EPLEFPA des Landes	503		x			x	
EPLEFPA des terres de l'Yonne	503	x	x				
EPLEFPA des Vosges	503	x	x	x	x	x	x

BÉNÉFICIAIRES DE L'ACTION SOCIALE INTERMINISTÉRIELLE

Établissements publics bénéficiaires de prestations d'action sociale interministérielle en 2025 (suite)

Établissement public	CODE MIN	CESU 0/6 ans	Chèques Vacances	AIP	Logements Sociaux et temporaires	SRIAS	Crèches
EPLEFPA Digne Carmejane	503	x	x				
EPLEFPA du Bas-Rhin	503	x	x	x			
EPLEFPA du Loir et Cher	503	x	x				
EPLEFPA du LOIRET	503	x	x	x			
EPLEFPA du Lot et Garonne	503	x	x				
EPLEFPA du Mans	503		x				
EPLEFPA du Pas-de-Calais	503	x	x			x	
EPLEFPA du Tarn	503	x	x	x	x	x	x
EPLEFPA ENILBIO Paligny	503	x	x				
EPLEFPA Fontaines Sud-Bourgogne	503	x					
EPLEFPA HAUTES TERRES	203	x	x	x	x	x	
EPLEFPA HORTI EVREUX	503		x				
EPLEFPA la Bretonnière	503		x				
EPLEFPA La Cazoite	503	x	x				
EPLEFPA Le Bourdonnais	503	x	x				
EPLEFPA Le Paraclet	503	x	x				
EPLEFPA LE ROBILLARD	503		x				
EPLEFPA Le valentin Valence	503	x	x				
EPLEFPA Lons le Saunier Mancy	503	x	x	x		x	
EPLEFPA MACON DAVAYE	503	x	x	x	x	x	x
EPLEFPA MERDRIGNAC	203		x				
EPLEFPA Meurthe-et-Moselle	503	x	x				
EPLEFPA Meuse	503	x	x	x	x	x	x
EPLEFPA Montrouveau Villars	503	x	x				
EPLEFPA Montreuil-Bellay	503	x	x				
EPLEFPA Nature La Roche sur Yon	503	x	x				
EPLEFPA NEVERS COSNE PLAGNY	203	x	x	x			
EPLEFPA Olivier de Serres Aubenas	503	x	x				
EPLEFPA Orange	503	x	x	x			
EPLEFPA Pontivy	503	x	x				
EPLEFPA QUETIGNY PLOMBIERES LES DIJON	503		x				
EPLEFPA Ribecourt	503	x	x	x			
EPLEFPA Roanne-Chervé	503		x				
EPLEFPA SAINT GAUDENS	503	x	x	x			
EPLEFPA Saint Genis Laval	503	x	x				
EPLEFPA SAINT HILAIRE DU HARCOUET	203		x				
EPLEFPA Saint Remy de Provence	503		x				
EPLEFPA SEINE MARITIME	503		x				
EPLEFPA ST-GERMAIN-EN-LAYE	503		x				
EPLEFPA SURGERES	503		x	x			
EPLEFPA TARBES	503	x	x	x			
EPLEFPA TERRE D'HORIZON	203	x	x			x	
EPLEFPA THIERACHE VERVINS	203		x				
EPLEFPA THURE	203					x	
EPLEFPA Val-de-Seille Château-Salins	503	x	x				
EPLEFPA Vert Azur Antibes	503		x				
EPMP		x	x	x	x	x	x
Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (ECPAD)	828	x	x				
Etablissement national des invalides de la marine (ENIM)	609	x	x			x	
Etablissement pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE)	236	x	x	x	x	x	x
Etablissement public du marais poitevin (EPMP)		x	x			x	
Etablissement locaux publics d'enseignement (EPL)	540, 550 à 549, 571 à 599	x	x			x	
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (Universités)	830 à 978	x	x	x	x	x	x
FranceAgriMer (FAM)	748				x	x	x
Groupe des écoles nationales d'économie et de statistique	966	x	x	x	x	x	x
Institut Agro (Agro campus ouest Rennes/Montpellier SupAgro/AgroSup Dijon)	721	x	x	x	x	x	x
Institut d'Administration des Entreprises de Paris la Sorbonne	979	x	x	x	x	x	x
Institut de recherche pour le développement	619	x	x	x	x	x	x
Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST)	793		x	x	x		
Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE)				x		x	
Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)		x	x		x		x
Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)		x	x	x	x	x	x
Institut National de recherches Archéologiques Préventives			x				
Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ)		x	x				
Institut national du patrimoine	863	x	x	x	x	x	x
Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)	760	x	x	x			
Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP)	703	x	x	x	x	x	x
Institut Polytechnique de Paris (IP Paris)	144	x	x	x	x	x	x
Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (ISAE)	975	x	x	x	x		
Institution nationale des invalides (INI) et Institution nationale des invalides (CERAH-WOIPPY)	169			x		x	
Instituts régionaux d'administration de Lille, Lyon Nantes, Metz et Bastia (IRA)		x	x	x	x	x	x
LADOM (Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité)		x	x	x	x	x	x
LPA Brette-Les-Pins	503		x				
LPA du Haut Anjou	503	x	x	x			
Lycée horticole Grenoble Saint-Ismier	503	x	x				
Météo France	762		x		x		

BÉNÉFICIAIRES DE L'ACTION SOCIALE INTERMINISTÉRIELLE

Établissements publics bénéficiaires de prestations d'action sociale interministérielle en 2025 (suite)

Établissement public	CODE MIN	CESU 0/6 ans	Chèques Vacances	AIP	Logements Sociaux et temporaires	SRIAS	Crèches
Mobilier National de France	749	x	x	x	x	x	x
Musée de l'air et de l'espace	774	x	x	x	x	x	x
Musée de l'armée	782	x	x	x	x	x	x
Musée des arts asiatiques Guimet	775	x	x	x	x	x	x
Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM)		x	x	x	x	x	x
Musée d'Orsay et de l'Orangerie			x	x	x	x	x
Musée du Louvre		x	x	x	x	x	x
Musée Gustave Moreau et Henner	781	x	x	x	x	x	x
Musée national de la marine	769	x	x	x	x	x	x
Musée national du sport	788	x	x	x			
Musée Picasso	781	x	x	x	x	x	x
Musée Quai Branly	781	x	x	x	x	x	x
Musée Rodin		x	x	x	x	x	x
Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)	724		x	x	x	x	x
Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)	702	x		x	x	x	x
Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG)	707	x	x	x	x	x	x
Offices français de l'immigration et de l'intégration (OFII)					x	x	x
ONIAM	256	x		x	x		x
Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture OPPIC		x	x	x	x	x	x
Palais de la porte Dorée Cité nationale de l'Histoire de l'immigration et l'aquarium	822	x	x	x	x	x	x
Parc national de Guyane		x	x				
Parc national de la Guadeloupe		x	x	x	x	x	x
Parc national de la Réunion						x	
Parc national de la Vanoise		x	x				
Parc national de Port Cros		x	x	x	x	x	x
Parc national des Calanques		x	x	x	x	x	x
Parc national des Cévennes		x	x	x	x	x	x
Parc national des Ecrins		x	x	x	x	x	x
Parc national des forêts		x	x	x			
biodiversité		x	x	x	x	x	x
Parc national du Mercantour		x	x	x	x	x	x
Réseau CANOPE	743	x	x			x	x
Sciences Po Toulouse	732	x	x	x	x	x	x
Service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM)	824	x	x				
SUPMECA - ISMEP	765	x	x	x	x	x	x
VETAGRO SUP Lyon Marcy	721	x	x	x	x	x	x
Voies navigables de France (VNF)	623	x	x	x	x	x	x
INSP				x	x		
Agence de la biomédecine	256				x	x	x
Ecole nationale des ponts et chaussées		x	x	x			
Agence nationale de l'habitat	704	x	x	x	x	x	x
Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC)			x				
EPLEPPA CREZANCY	203	x	x				
EPLEPPA LA BAROTTE HAUTE COTE D'OR	203	x	x				
EPLEPPA de CAULNES	203	x	x				
EPLEPPA de BAZAS	203	x	x				
EPLEPPA MONTPELLIER	203	x	x				
EPLEPPA de MAMIROLLE-POLIGNY	203	x	x	x	x	x	x
EPLEPPA YSSINGEAUX	203	x	x				
EPLEPPA COUTANCES	203		x				
EPLEPPA de VESOUL	203		x				
EPLEE FPA MACON DAVAYE	203		x				
EPLEPPA MELLE -Terres et Paysages Sud Deux Sèvres	203	x	x	x	x	x	x
EPLEPPA VOSGES MIRECOURT	203	x	x				
EPLEPPA VALDOIE	203	x	x	x	x	x	x
EPLEPPA du Périgord	203		x				
Institut national de la recherche en informatique et en automatique (INRIA)	172		x	x	x	x	x
Campus Condorcet	800	x	x	x	x	x	x
CREPS Pointe-à-Pitre	785				x	x	x
CREPS Centre-Val-de-Loire	785				x	x	x
CREPS Pays de la Loire	785				x	x	x
CREPS de Poitiers	785					x	
Sciences Po Bordeaux	734	x	x	x	x	x	x
Centre National d'Etudes démographiques (INED)	783	x	x	x	x	x	x
Institut National du sport, de l'Expertise et de la Performance (INSEP)	760				x		

LA POSITION DE LA FSU

La FSU demande que tous les agent-es des établissements publics puissent bénéficier de droit à la totalité des prestations d'action sociale interministérielle et préconise qu'une communication systématique soit faite à l'attention de ces agent-es. Depuis le 1^{er} janvier 2021, les EPLE donnent accès au CESU garde d'enfants et aux actions SRIAS en plus du chèque-vacances. Un progrès pour les contractuel-les de l'Éducation nationale, en particulier les AESH.



Taux applicables à compter du 1^{er} janvier 2026 aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune

RÉFÉRENCE Circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune NOR : TFPF2334860C.

En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte.

PRESTATIONS	TAUX 2026
RESTAURATION	
Prestation repas	1,47 €
AIDE A LA FAMILLE	
Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leur enfant	26,16 €
SUBVENTIONS POUR SÉJOURS D'ENFANTS	
En colonies de vacances	
■ enfants de moins de 13 ans	8,40 €
■ enfants de 13 à 18 ans	12,70 €
En centres de loisirs sans hébergement	
■ journée complète	6,06 €
■ demi-journée	3,06 €
En maisons familiales de vacances et gîtes	
■ séjours en pension complète	8,84 €
■ autre formule	8,40 €
Séjours mis en œuvre dans le cadre éducatif	
■ forfait pour 21 jours ou plus	87,05 €
■ pour les séjours d'une durée inférieure, par jour	4,14 €
Séjours linguistiques	
■ enfants de moins de 13 ans	8,40 €
■ enfants de 13 à 18 ans	12,71 €
ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP	
Allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans (montant mensuel)	183 €
Allocation pour les jeunes adultes handicapés poursuivant des études ou un apprentissage entre 20 et 27 ans : versement mensuel au taux de 30 % de la base mensuelle de calcul des prestations familiales	143,45 €
Séjours en centres de vacances spécialisés (par jour)	23,96 €

Prestations séjours d'enfants : montants applicables à compter du 1^{er} janvier 2026 au bénéfice des agent-es des secrétariats généraux communs départementaux (SGCD)

RÉFÉRENCE Circulaire du 4 janvier 2024 relative au barème commun applicable pour certaines prestations pour séjours d'enfants au bénéfice des agents dont la gestion relève des secrétariats généraux communs départementaux NOR : TFPF2334859C. En l'absence d'une nouvelle circulaire début 2026, nous nous référons à l'Instruction ministérielle N° DSS/2B/2026/46 du 20 mars 2026 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2026 des prestations familiales servies en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Bathélemy, à Saint-Martin et dans le département de Mayotte.

SUBVENTIONS POUR SÉJOURS D'ENFANTS		Quotient familial mensuel	Montants
En colonies de vacances	enfants de moins de 13 ans	< 621 €	25,95 €
		621 à 780 €	23,47 €
		781 à 1 237 €	21,82 €
		1 237 à 1 608 €	11,75 €
	enfants de 13 à 18 ans	< 1 237 €	33,07 €
		1 237 à 1 608 €	17,83 €
En centres de loisirs sans hébergement	demi-journée	< 621 €	5,80 €
		621 à 780 €	4,51 €
		781 à 1 020 €	3,97 €
		1 021 à 1 090 €	3,40 €
		1 091 à 1 250 €	3,24 €
		1 251 à 1 400 €	3,08 €
		1 401 à 1 608 €	2,14 €
	journée complète		2 × le montant de la demi-journée (ci-dessus)
En maisons familiales de vacances et gîtes	séjours en pension complète	< 621 €	15,53 €
		621 à 780 €	11,91 €
		781 à 1 020 €	11,48 €
		1 021 à 1 090 €	9,86 €
		1 091 à 1 250 €	8,72 €
		1 251 à 1 400 €	7,63 €
		1 401 à 1 608 €	6,19 €
	autre formule	< 621 €	15,52 €
		621 à 780 €	11,64 €
		781 à 1 020 €	10,97 €
		1 021 à 1 090 €	9,54 €
		1 091 à 1 250 €	8,44 €
		1 251 à 1 400 €	7,33 €
		1 401 à 1 608 €	2,90 €
Séjours mis en œuvre dans le cadre éducatif	par jour pour séjours < 21 jours	< 621 €	25,95 €
		621 – 780 €	23,48 €
		781 – 930 €	20,97 €
		931 – 1 090 €	15,50 €
		1 091 – 1 250 €	10,66 €
		1 251 – 1 400 €	7,83 €
		1 401 – 1 608 €	2,90 €
	Forfait séjour 21 jours ou +		21 × montant par jour (ci-dessus)
Séjours linguistiques	enfants de moins de 13 ans	< 621 €	25,95 €
		621 – 780 €	22,48 €
		781 – 1 237 €	21,82 €
		1 237 – 1 608 €	11,75 €
	enfants de 13 à 18 ans	< 1 237 €	33,06 €
		< 1 237 – 1 608 €	17,82 €



GARANTIE DES RISQUES LOCATIFS

Dispositif **VISALE**

RÉFÉRENCE : Le dispositif Visale est mis en œuvre par l'Association pour l'accès aux garanties locatives (APAGL), organisme paritaire du groupe Action Logement régi par la loi de 1901 et créé en 2005.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- Les jeunes de moins de 30 ans titulaires, contractuel·les, stagiaires, en position d'activité et travaillant à temps plein ou partiel.
- Les agent·es non titulaires payé·es sur crédits d'État, en CDI ou CDD.

À QUOI SERT LA GARANTIE VISALE ?

La garantie VISALE est une caution gratuite accordée par Action Logement au locataire. Action Logement (ex 1 % Logement) gère depuis plus de 60 ans la participation des employeurs à l'Effort de Construction (PEEC). Ce taux est aujourd'hui fixé à 0,45 %.

En cas d'impayés de loyer ou de charges, Action Logement verse les sommes dues au bailleur. Action Logement se fait ensuite rembourser par le locataire.

La garantie VISALE couvre les loyers et charges impayés de la résidence principale du locataire :

- dans la limite d'un loyer (charges comprises) de 1 500 € à Paris et de 1 300 € sur le reste du territoire (métropole et Dom) ;

- dans la limite de 36 mensualités impayées.

Ce dispositif dispense le locataire d'apporter toute autre caution à son bailleur.

Attention, le propriétaire n'est pas obligé d'accepter la garantie VISALE. Il peut exiger une caution physique.

COMMENT FONCTIONNE LA GARANTIE VISALE ?

La mise en œuvre de la garantie VISALE est très simple, et s'effectue en cinq étapes :

1. Je me connecte sur visale.fr pour effectuer ma demande de visa.
2. Je reçois mon visa 48 heures après vérification par Action Logement.
3. Je donne mon visa certifié Action Logement à mon futur propriétaire.

4. Mon futur propriétaire se connecte sur visale.fr pour obtenir son contrat de cautionnement.

5. Je peux signer le bail avec mon propriétaire.

En cas d'impayés, Action Logement rembourse le bailleur. Le locataire doit ensuite rembourser Action Logement de toutes les sommes versées pour son compte au bailleur selon un échéancier qui peut être aménagé en fonction de sa situation financière.

OÙ S'ADRESSER ?

Site VISALE : www.visale.fr

Il existe une expérimentation, qui est en cours de déploiement en Haute-Savoie.

Il s'agit d'une expérimentation de cautionnement locatif pour les agent·es du public âgé·es de plus de 31 ans, à destination des fonctionnaires et contractuel·les détenteur·rices d'un contrat de plus de trois ans, avec l'organisme Cautionéo. Les agent·es peuvent faire une demande auprès de Cautionéo via le site dédié :

<https://lp.cautioneo.com/gl-dgafrp-haute-savoie/>

LA POSITION DE LA FSU

Ce dispositif reste trop méconnu des agent·es. La FSU demande qu'une plus large communication en soit faite, et notamment auprès des écoles et centres de formation des agent·es FPE.

Par ailleurs, la FSU demande l'extension de la garantie VISALE au-delà des 30 ans des agent·es.



CONSEILS LOGEMENT : ADIL

LOUER, ACHETER, CONSTRUIRE, FAIRE DES TRAVAUX : L'ADIL VOUS ACCOMPAGNE

Les ADIL agences départementales d'information sur le logement vous apportent une information neutre et gratuite sur toutes les questions du logement. Elles apportent des conseils en matière de :

Location : bail, état des lieux, loyer et charges, demande de logement social, ...

Accession à la propriété : achat avec ou sans travaux, rénovation,

Travaux de rénovation d'agrandissement, d'adaptation : aides pour l'amélioration, réglementation...

Qualité de l'habitat : réglementation sur la décence et l'insalubrité, droit des occupants, diagnostics...

Créées à l'initiative du département et de l'État, les ADIL, associations loi 1901, sont agréées dans le cadre de l'article L.366-1 du CCH (Code de la Construction et de l'Habitation), qui définit leurs missions, notamment celles d'information et de conseil auprès du public.

Elles ont pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial (extrait de l'article L.366-1 du CCH).

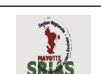
Elles assurent un rôle de prévention, notamment en direction des publics fragilisés, en sécurisant le cadre décisionnel des ménages, en particulier sur le plan juridique et financier.

Les conseils apportés par les ADIL reposent sur les compétences de juristes formés sur l'ensemble des thématiques liées au logement.

Le maillage territorial du réseau permet d'apporter un service de proximité aux ménages et d'accompagner efficacement les politiques publiques au plus près des habitants.



LES SECTIONS RÉGIONALES INTERMINISTÉRIELLES D'ACTION SOCIALE

	Régions	Contacts FSU à la SRIAS
	AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	BURNOUF Emeric emericburnouf@gmail.com - fsu.aura@fsu.fr
	BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	CANON Christine chritinesaisy@aol.com - fsu.bourgognefranchecomte@fsu.fr
	BRETAGNE	DUVIVIER Nathalie nathalie.duvivier@ac-rennes.fr - fsu.bretagne@fsu.fr
	CENTRE-VAL DE LOIRE	fsu.centre@fsu.fr
	CORSE	ORTOLI Pascale pascale.ortoli@orange.fr - fsu.corse@fsu.fr
	GRAND EST	JACOB Joël joel.jacob@grand-est.gouv.fr - fsu.grand-est@fsu.fr
	GUADELOUPE	fsu971@fsu.fr
	GUYANE	CAPITAINE Sylvia scapitaine@msn.com - fsu973@fsu.fr
	HAUTS-DE-FRANCE	GILBERT Jérôme jeromegilbert.fsu@gmail.com - fsu.hautsdefrance@fsu-hdf.fr
	ÎLE-DE-FRANCE	CHOUKRI Youssef youssef.choukri75@gmail.com - fsu.idf@fsu.fr
	MARTINIQUE	MELGIRE Sandra sandra.melgire@ac-martinique.fr - fsu972@fsu.fr THEGAT Christophe christophe.thegat@wanadoo.fr
	MAYOTTE	OUSSENI Assuhabidine assuhab@hotmail.fr - fsu976@fsu.fr
	NORMANDIE	MONDON Vincent vincent.mondon@ac-normandie.fr - fsu76@fsu.fr EKO Frédéric frederic.eko@justice.fr
	NOUVELLE AQUITAINE	GACHENARD Sylvie sylvie.gachenard@ac-poitiers.fr VERNEDAL Clément clément.vernedal@gmail.com
	OCCITANIE	PEYTAVIN Anne annepta20@gmail.com - fsu.occitanie@fsu.fr
	PAYS DE LA LOIRE	FRACHON Mathieu mathieu.frachon@laposte.net - fsu44@fsu.fr
	PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	GUIGONNET Maryvonne guigonnet.maryvonne@orange.fr - fsu.paca@fsu.fr
	RÉUNION	ALPHA Mikael mikael.alpha@reunion-parcnational.fr - fsu974@fsu.fr

GLOSSAIRE

AAH : Allocation Adulte Handicapé
AED/AESH : Assistant d'éducation, Aide aux Élèves en situation de Handicap
AGRIA : Association de Gestion des Restaurants inter-Administratifs
AIP : Aide à l'Installation des Personnels
AMD : Aide au Maintien à Domicile
ANCV : Agence Nationale des Chèques-Vacances
APEH : Allocation Parents d'Enfants en situation de Handicap
ARDH : Aide au Retour à Domicile après Hospitalisation
ASM : AS Ministérielle, **ASI** : AS Interministérielle
BALAE : Bourse Au Logement des Agents de l'État
CAF : Caisse d'Allocations Familiales
CARSAT : Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail
CDD : Contrat à Durée Déterminée
CDI : Contrat à Durée Indéterminée
CESE : Conseil Économique Social et Environnemental
CESU : Chèque Emploi Service Universel
CIAS : Comité Interministériel consultatif de l'Action Sociale
CNAV : Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse
Code MIN : Code Ministère
CV : Chèque-Vacances
DGAFF : Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique
DILA : Direction de l'Information Légale et Administrative
DILOAP : Délégation Interministérielle au Logement des Agents Publics
DROM : Départements et Régions d'Outre-Mer
EN : Éducation Nationale
EP : Établissement Public
EPA : Établissements Publics nationaux à caractère Administratif
EPLÉ : Établissements Publics Locaux d'Enseignement
ERAFF : Établissement de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique
FPE : Fonction Publique d'État
FSU : Fédération Syndicale Unitaire (**c'est nous !**)
INM : Indice Nouveau Majoré (celui indiqué sur la fiche de paye)
MDPH : Maison Départementale pour les Personnes Handicapées
OSCAR : Offre de services coordonnée pour l'accompagnement de ma retraite
PACTE : Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises (Loi du 22 mai 2019)
PAP : Plan d'Action Personnalisé
PCH : Prestation de Compensation du Handicap
PIM : Prestation Interministérielle à réglementation commune
Programme 148 ou BOP 148 : budget de l'action sociale interministérielle
QPV : Quartier Prioritaire de la Ville
RA/RIA : Restaurant Administratif, Restaurant Inter Administratif
RFR : Revenu Fiscal de Référence
RSA : Revenu de Solidarité Active
SGCD : Secrétariats Généraux Communs Départementaux
SMIC : Salaire Minimum de Croissance
SRIAS : Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale
URSSAF : Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'Allocations Familiales



NOTES

Lined area for taking notes, consisting of numerous horizontal dotted lines.

SOMMAIRE GÉNÉRAL

Édito	Page 2
Table des matières par thématiques	Page 3
Principes généraux	Page 5
Dispositifs (restauration, logement, crèches, aides matérielles)	Page 6

Prestations Fonction publique

Chèques-Vacances	Page 9
Seniors en vacances	Page 10
Dispositif « Départ 18 : 25 ans »	Page 10
Prestation pour la garde des jeunes enfants CESU 0/6 ans	Page 13
Chercher son logement	Page 16
Aides à l'installation des personnels (AIP)	Page 17
Aide au maintien à domicile des fonctionnaires retraités de l'État (AMD)	Page 19

Prestations interministérielles (PIM)

Participation aux frais de séjour des enfants allant en centres de loisirs sans hébergement	Page 21
Participation aux frais de séjour des enfants allant en centres de vacances avec hébergement	Page 22
Participation aux frais de séjour des enfants allant en séjours linguistiques	Page 23
Participation aux frais de séjour des enfants allant en séjours mis en œuvre dans le cadre du système éducatif	Page 24
Participation aux frais de séjour dans les centres familiaux de vacances agréés et gîtes de France pour les enfants qui accompagnent leurs parents	Page 25
Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leur enfant	Page 26
Allocation aux parents d'enfants handicapés ou infirmes âgés de moins de 20 ans	Page 27
Participation aux frais de séjours en centres de vacances spécialisés pour handicapés	Page 28
Allocation spéciale pour enfants atteints d'une maladie chronique ou d'une infirmité et poursuivant des études ou un apprentissage au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans	Page 29
Restauration du personnel	Page 30

Annexes

1 Bénéficiaires de l'action sociale interministérielle – code MIN	Page 31
Bénéficiaires de l'action sociale interministérielle – annexe 1	Page 32
2 PIM : montants 2026	Page 36
3 Prestation séjours d'enfants : taux applicables aux agents des SGCD	Page 37
4 Garantie des risques locatifs dispositif VISALE	Page 38
5 Conseils logement de l'ADIL	Page 39
6 Les SRIAS et contacts FSU en région	Page 40
7 Glossaire	Page 41

GUIDE ACTION SOCIALE INTERMINISTÉRIELLE

Édition mai 2026



<https://fsu.fr/guide-des-prestations-interministerielles-daction-sociale/>



Youssef Choukri

Représentant de la FSU
au Conseil d'Administration de l'ANCV.

LA NON- PRIVATISATION DES CHÈQUES- VACANCES,

c'est grâce à la mobilisation
des équipes de la FSU.



ENGAGÉ-ES
POUR
LE SERVICE
PUBLIC